



Pourquoi la
participation décline
aux élections fédérales
canadiennes : un
nouveau sondage
des non-votants

Jon H. Pammett
Université Carleton

Lawrence LeDuc
Université de Toronto

Mars 2003

www.elections.ca

Table des matières

Avant-propos	ii
Sommaire	1
Introduction.....	3
1. Tendances en matière de participation électorale.....	4
2. Motifs d’abstention	6
3. Les corrélats de l’abstention	19
4. Intérêt pour la politique	29
5. Le sens du devoir civique	38
6. L’efficacité du vote et la compétitivité des partis.....	40
7. Le capital social	43
8. La réforme électorale.....	47
9. Les jeunes et l’éducation	50
10. Internet.....	55
11. Les facteurs personnels/administratifs	60
12. Corrélats des facteurs personnels/administratifs dans la participation électorale.....	66
13. Analyse plus détaillée des cohortes d’âge	72
Conclusion	74

Avant-propos

Le nombre de Canadiens qui se rendent aux urnes a sensiblement baissé à l'élection générale fédérale de 2000 : un peu plus de 64 % des électeurs inscrits ont exercé leur droit de vote, contre 67 % à l'élection générale de 1997 et 69,6 % en 1993. À la suite de l'élection, plusieurs intervenants politiques, commentateurs et chercheurs se sont publiquement inquiétés du phénomène.

Le directeur général des élections est chargé de veiller à ce que le processus électoral soit aussi accessible que possible. C'est là un facteur clé de la participation électorale. Par ailleurs, la *Loi électorale du Canada* m'autorise à mettre en œuvre des programmes d'éducation et d'information à l'intention du public. Ces programmes doivent s'appuyer, au besoin, sur des recherches solides commandées à des universitaires spécialistes du domaine électoral.

Dans cette optique, il convient de chercher à savoir pourquoi tant de Canadiens se sont abstenus de voter à l'élection de 2000. Nous avons chargé les professeurs Jon Pammett (Université Carleton) et Lawrence LeDuc (Université de Toronto) de réaliser un important projet de recherche sur les motifs d'abstention des électeurs à ce scrutin.

Les auteurs ont fondé leur étude sur un sondage d'envergure réalisé par le Centre de recherche Décima. Près de 2 000 électeurs, dont la moitié avaient voté à la dernière élection générale et l'autre moitié s'étaient abstenus, ont été interviewés. Les professeurs Pammett et LeDuc présentent une analyse détaillée des résultats et cernent un certain nombre de facteurs qui, selon eux, sont liés à l'abstention. Leurs conclusions concernant le vote des jeunes et leurs motifs d'abstention sont particulièrement à signaler.

Élections Canada est heureux de publier cette étude, et je remercie les professeurs Pammett et LeDuc pour leur excellent travail et leur collaboration; les observations et les conclusions sont celles des auteurs.

Je suis persuadé que vous trouverez ce rapport de recherche instructif et qu'il enrichira le débat public sur les mesures à prendre pour remédier au récent déclin de la participation aux élections fédérales.

Jean-Pierre Kingsley
Directeur général des élections du Canada

Sommaire

Ce rapport présente les principaux résultats d'un sondage mené au Canada en avril 2002. Le plan d'échantillonnage comportait une courte entrevue préliminaire avec un grand nombre de Canadiens (5 637) et une entrevue plus longue avec 960 répondants ayant déclaré avoir voté à l'élection fédérale de 2000 et 960 répondants ayant déclaré ne pas avoir voté à cette élection. On a ainsi obtenu des entrevues avec un groupe beaucoup plus grand de non-votants que lors des sondages électoraux généralement menés au Canada, ce qui a permis une analyse très détaillée de leurs motifs d'abstention.

Après une brève introduction portant sur le phénomène du déclin de la participation électorale, le rapport examine les raisons pour lesquelles les non-votants de 2000 disent ne pas avoir voté, soit leur manque d'intérêt pour l'élection, des attitudes négatives envers la politique et des facteurs personnels/administratifs. Les jeunes mentionnaient plus fréquemment le manque d'intérêt et des facteurs personnels/administratifs.

Le rapport analyse ensuite une série de corrélats de l'abstention, en commençant par des facteurs socio-démographiques. L'âge, la scolarité, le revenu, le lieu de naissance et la mobilité sont tous liés à la participation électorale, mais l'âge est le facteur le plus déterminant. Le taux de participation diminue progressivement de la cohorte la plus âgée à la plus jeune. Il existe même une légère différence dans le taux de participation de certaines cohortes plus âgées : les nouveaux électeurs des élections fédérales de 1968 et 1972 affichent un plus faible taux de participation que ceux des élections précédentes. Cependant, les baisses les plus marquées surviennent avec les générations ultérieures. Moins des deux tiers de ceux qui sont devenus des électeurs entre 1974 et 1980 ont voté en 2000, et seulement 54,2 % de ceux qui le sont devenus entre 1984 et 1988. Pour les cohortes suivantes, le taux de participation en 2000 chute bien en dessous de la moitié, soit à 38,2 % pour les nouveaux électeurs de 1993, à 27,5 % pour ceux de 1997 et à seulement 22,4 % pour ceux de 2000.

Les facteurs attitudinaux et comportementaux importants en matière de participation électorale sont : le sentiment d'inefficacité; le sens du devoir civique et l'intérêt pour la politique; et la perception de l'efficacité du vote. Les gens votent moins s'ils croient n'avoir aucune influence sur le gouvernement, s'ils ne considèrent pas le vote comme un geste civique essentiel ou s'ils jugent l'élection trop peu compétitive pour que leur vote compte, à l'échelle nationale ou locale.

Trois thèmes font l'objet d'un examen plus détaillé. Le premier est celui des attitudes politiques des jeunes, y compris les façons dont nous pourrions les intéresser davantage à la politique. Les jeunes eux-mêmes suggèrent principalement d'améliorer l'éducation politique, et d'introduire en politique fédérale des enjeux qui les touchent davantage. Le deuxième thème est la possibilité d'améliorer le taux de participation en utilisant Internet pour l'inscription des électeurs, la mise à jour du Registre national des électeurs et le vote. Nous estimons que l'implantation d'un système d'inscription et de vote par Internet ferait légèrement augmenter la participation électorale. Troisièmement, le rapport analyse de façon détaillée les motifs d'abstention d'ordre personnel et administratif. Il ressort clairement de l'étude que des efforts supplémentaires s'imposent pour assurer l'inscription, dans le Registre national des électeurs, du nombre maximal de citoyens,

notamment des jeunes atteignant l'âge de voter. En outre, la prédominance dans cette étude des motifs d'abstention liés au manque de temps ou à l'absence de la circonscription amène à penser que les nouvelles technologies pourraient fournir certaines solutions à ces problèmes.

Une bonne partie des données recueillies incitent à croire que la participation électorale continuera de décliner au Canada. Les taux de participation des générations d'électeurs ayant acquis le droit de vote au cours des deux dernières décennies, en particulier depuis 1993, sont considérablement plus faibles que ceux des générations précédentes. Les effets du « cycle de vie », qui contribuent à augmenter le faible taux initial de toutes les générations, n'ont pas amené les nouveaux électeurs des années 1980 ou des années ultérieures aux niveaux de participation de leurs aînés. Selon les auteurs, le déclin de la participation électorale au Canada constitue une tendance profonde depuis des générations. Pour la renverser, il faudra plus que des mesures à court terme et à petite échelle. L'analyse des données indique que des efforts supplémentaires sur le plan de l'éducation et de l'administration électorale pourraient porter fruit.

Introduction

Le présent rapport explore les principaux résultats d'un sondage mené au Canada en avril 2002. Conçu par les auteurs en collaboration avec Élections Canada, ce sondage était dirigé par le Centre de recherche Décima. Le plan d'échantillonnage prévoyait une courte « entrevue préliminaire » avec un grand nombre de Canadiens (5 637) et une entrevue plus longue avec 960 répondants ayant déclaré avoir voté à l'élection fédérale 2000, et 960 ayant déclaré ne pas avoir voté à cette élection¹. On a ainsi obtenu des entrevues avec un groupe beaucoup plus grand de non-votants que lors des sondages électoraux généralement menés au Canada. Cela a permis d'analyser leurs motifs d'abstention de façon très détaillée, et d'assurer des résultats plus précis qu'avec un échantillonnage plus restreint de répondants.

Ce sondage a été conçu afin d'analyser une grande variété d'explications concernant l'abstention en général, et plus particulièrement la montée de l'abstention aux trois dernières élections fédérales.

Après une brève introduction portant sur le phénomène du déclin de la participation électorale, le rapport examine les raisons pour lesquelles les répondants disent ne pas avoir voté à l'élection 2000. Il analyse ensuite une série de corrélats de l'abstention, en commençant par les facteurs socio-démographiques. Dans cette section, et tout au long du rapport, nous accordons une attention particulière au facteur âge. Parmi les facteurs socio-démographiques, nous examinons successivement divers facteurs attitudinaux et comportementaux importants : sens du devoir civique et intérêt pour la politique; efficacité du vote; esprit de communauté et de participation (communément appelé « capital social »); et attitudes à l'égard de la réforme électorale. Enfin, trois sujets font l'objet d'un examen plus détaillé : les attitudes politiques des jeunes, y compris les façons dont nous pourrions les intéresser davantage à la politique; la possibilité d'améliorer le taux de participation en utilisant Internet pour l'inscription et/ou le vote; les facteurs personnels et administratifs liés à l'abstention, y compris les questions rattachées au Registre national des électeurs.

¹ Le Centre de recherche Décima a calculé un système de pondération pour la série de données; ces données pondérées sont utilisées pour la plupart des tableaux du présent rapport. Le nombre pondéré total de non-votants (N) à l'élection 2000 est de 1 097.

1. Tendances en matière de participation électorale

Comme l'indique la figure 1, la participation aux élections fédérales canadiennes, en pourcentage des électeurs inscrits, a oscillé autour de 75 % après la Deuxième Guerre mondiale². Trois exceptions importantes sont à signaler : 1953, 1974 et 1980. On peut attribuer ces trois baisses en partie au fait que ces élections avaient lieu en plein été ou en hiver³, mais aussi aux situations politiques de l'époque. L'élection de 1953 s'est tenue durant une longue période de domination par un parti. Les élections de 1974 et de 1980 ont été provoquées par la chute de gouvernements minoritaires, dans un climat de mécontentement relatif envers la politique en général.

Par contraste, la baisse récente de participation a été prolongée, le taux fléchissant davantage à chacune des trois dernières élections – à 70 % à l'élection fédérale de 1993, 67 % en 1997, et à un peu plus de 61 %* en 2000. La question de la participation électorale, qui n'intéressait autrefois qu'un petit groupe d'universitaires, est devenue une source de préoccupation pour l'ensemble du milieu de la recherche, les médias et les citoyens vigilants.

Comme le montre la figure 2, la participation électorale est en baisse dans beaucoup d'autres pays industrialisés⁴. Aux élections législatives en France, elle a atteint des niveaux aussi bas que ceux observés au Canada; au Royaume-Uni, elle est descendue encore plus bas⁵. Aux élections présidentielles aux États-Unis, le taux de participation des électeurs inscrits baisse depuis deux décennies. Certes, les déficiences du processus d'inscription y comptent pour beaucoup. À peine la moitié des Américains en âge de voter exercent leur droit de vote aux élections présidentielles, et la proportion est encore plus faible pour les autres scrutins.

La baisse de participation électorale au Canada n'a donc rien d'exceptionnel. Elle n'en demeure pas moins préoccupante. Cette étude vise à définir les causes sous-jacentes du problème afin qu'on puisse adopter des mesures efficaces pour y remédier.

* Le taux de participation de 61,2 % de 2000 a été rajusté pour un taux définitif de 64,1 % après notre mise à jour habituelle du Registre national des électeurs pour en retirer les noms des électeurs décédés et les doublons provenant des déménagements. Le directeur général des élections du Canada a expliqué le rajustement lors de sa comparution du 6 octobre 2003 devant le Sous-comité de la révision des limites des circonscriptions électorales et lors de sa comparution du 5 mars 2004 sur le budget principal des dépenses 2004, devant le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

² Les données sur la participation aux élections fédérales canadiennes sont tirées de *L'histoire du vote au Canada*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 1997, tableau 1, p. 108.

³ En août 1953, juillet 1974 et février 1980.

⁴ Les données de la figure 2 sont celles de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA).

⁵ Electoral Commission, *Voter engagement and young people*, Londres, 2002. Voir le site (en anglais seulement) <http://www.electoralcommission.org.uk/about-us/voterengageyoungppl.cfm>

Figure 1. Participation aux élections fédérales canadiennes (1945–2000)

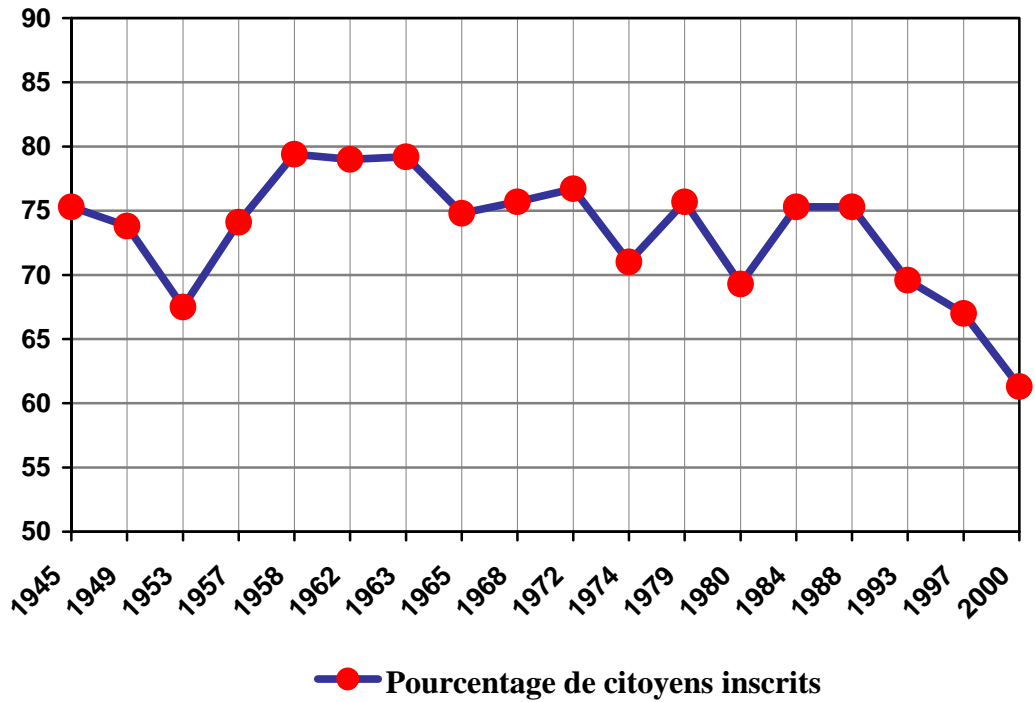
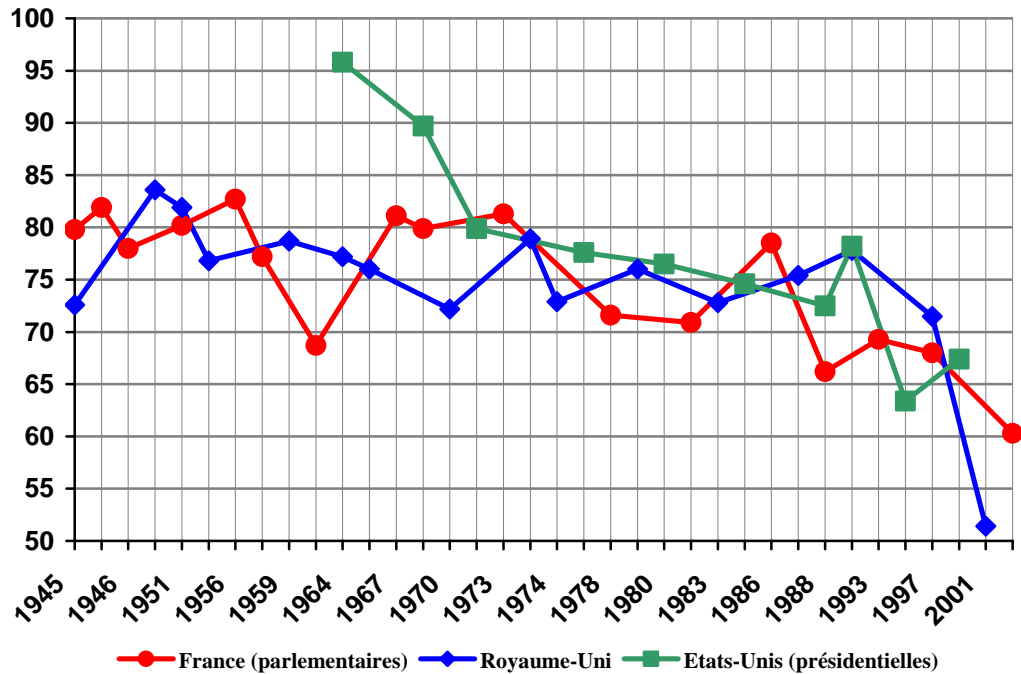


Figure 2. Participation électorale dans certains pays étrangers



2. Motifs d'abstention

Tableau 1 Raisons de la baisse de participation électorale (Question ouverte; réponses multiples)

	% de tous les répondants	% de non-votants
Politiciens et institutions politiques		
Politiciens (attitudes négatives du public)	26,2	24,9
Gouvernement (attitudes négatives du public)	13,0	16,0
Candidats (attitudes négatives du public)	11,7	12,4
Partis (attitudes négatives du public)	6,3	6,2
Enjeux (attitudes négatives du public)	5,5	4,2
Chefs de parti (attitudes négatives du public)	3,3	2,3
Système électoral (attitudes négatives du public)	1,0	0,5
Administration des élections (problèmes)	1,0	1,2
	68,0	67,7
Inutilité		
Inutilité de la participation	15,7	14,5
Manque de compétition	14,0	8,6
Mécontentement régional	2,8	1,8
	32,5	24,9
Apathie du public		
Apathie et indifférence	22,7	24,2
Attention centrée sur autre chose	5,1	5,8
Manque de connaissances, d'information	4,3	5,0
Cynisme	4,0	3,4
Abstention des jeunes	3,1	1,9
	39,2	40,3
Autre		
Ne sait pas	3,1	5,0
	1,4	2,5
N =	4 659	848

Dans tous les tableaux de réponses multiples, les totaux des catégories doivent être considérés comme approximatifs, puisque les répondants peuvent donner plus d'une réponse par catégorie.

Pour commencer, nous pouvons examiner les raisons fournies par les participants au sondage actuel à la question ouverte : « Le taux de participation aux élections fédérales canadiennes diminue depuis les quelques dernières élections. Selon vous, pourquoi le taux de participation est-il à la baisse? » Cette question était posée au début du questionnaire afin que l'électeur ne puisse pas faire le lien avec d'autres questions. Elle était posée durant l'entrevue préliminaire, avant qu'on demande au répondant s'il avait lui-même voté. Elle comporte donc un vaste échantillon et brosse une image très large et statistiquement précise des perceptions des Canadiens sur ce sujet. Le tableau 1 présente les réponses générales de tous les répondants et celles d'un sous-groupe particulier, les répondants qui n'ont pas voté à l'élection fédérale de

2000. La plupart des réponses de ces derniers sont très semblables au total, mais nous signalerons quelques différences.

La majorité des Canadiens attribuent la baisse de la participation aux attitudes négatives du public vis-à-vis de la performance des politiciens et institutions politiques fédérales. Les objets de mécontentement perçus couvrent l'éventail complet des individus et des institutions, mais les réponses les plus fréquentes sont « les politiciens » et « le gouvernement », termes généraux témoignant de la nature floue des attitudes que les gens attribuent à d'autres. Il est à noter que ces sentiments négatifs n'étaient pas nécessairement ressentis par les répondants qui ont voté à l'élection. Toutefois, il est vraisemblable qu'ils sont assez répandus.

Les deux pôles du mécontentement sont les politiciens et le gouvernement. Beaucoup perçoivent les politiciens comme indignes de confiance, égoïstes, libres d'agir sans rendre de comptes, peu crédibles, non fiables, etc. De même, le gouvernement, parfois avec un « G » majuscule et parfois sans, trahit les gens et accomplit peu. Les candidats sont souvent mentionnés, parce que la question portait sur la participation électorale, soulevant ainsi le contexte électoral. Comme on pouvait s'y attendre, les candidats sont perçus comme ayant les mêmes défauts que les « politiciens ». On blâme également les partis politiques : certains répondants ont attribué le faible taux de participation à la difficulté de trouver de bons candidats ou à faire une distinction entre les partis. Certains ont affirmé que les électeurs ont du mal à se reconnaître dans les enjeux soulevés par les partis en période électorale, ou trouvent parfois leurs politiques mal inspirées.

À la lumière de ces réponses, il est difficile de déterminer ce qui a pu provoquer le déclin majeur des dernières années dans le taux de participation. Après tout, ce n'est pas d'hier que les citoyens se plaignent des politiciens et des gouvernements, et il est difficile de croire qu'on pourrait trouver une mesure objective de la « diminution de la qualité » des candidats ou des élus, ou de l'activité gouvernementale.

Jusqu'à un certain point, le malaise dont nous parlons peut résulter du sentiment généralisé que la participation politique est inutile. Certaines réponses en ce sens apparaissent à la deuxième section du tableau 1, mais ces sentiments peuvent être sous-jacents à d'autres réponses. Dans les réponses classées sous la rubrique « Inutilité », les répondants disaient qu'ils manquaient de choix et que leur vote ne changerait rien. « C'est toujours la même histoire », disaient certains. D'autres ont parlé de la « domination d'un parti », qui semblait exclure tout espoir de changement de gouvernement. Cependant, les répondants qui n'ont pas voté en 2000 étaient moins susceptibles que l'ensemble du groupe d'attribuer la baisse de participation au manque de compétition. De plus, comme on le verra plus loin, le manque perçu de compétition n'est qu'un facteur d'abstention parmi plusieurs autres.

La dernière grande catégorie du tableau 1 fait état des réponses qui imputent la baisse de la participation à l'« apathie » du public. Selon beaucoup de répondants, les gens sont simplement indifférents, inattentifs, paresseux, ou ne trouvent pas la scène politique assez excitante. Selon une autre variation de cette explication, les non-votants seraient simplement intéressés par d'autres choses et accorderaient une faible priorité à la participation politique, ou encore ne se seraient pas donnés la peine d'obtenir l'information nécessaire pour voter de façon utile. Certains ont mentionné des attitudes de cynisme, de désillusion, de découragement, de frustration et de

désespoir. Certains tiennent les jeunes responsables de la baisse de participation, une observation que nous examinerons en détail plus loin, mais pour laquelle aucun motif n'est fourni.

Dans l'ensemble, le public canadien semble reconnaître que la participation électorale ne cesse de diminuer et que cette situation peut s'expliquer. Plusieurs des problèmes relevés ne sont pas faciles à résoudre, car ils peuvent être liés à des changements dans les perceptions et les attentes à l'égard du système politique plutôt qu'à un changement comportemental des politiciens et des gouvernements. Ces problèmes, et les analyses contenues dans ce rapport, donnent à penser que la diminution de la participation observée dans les années 1990 risque de se poursuivre pendant un certain temps.

Les réponses du public concernant la baisse de la participation électorale reflètent un certain nombre de thèmes majeurs et ne sont en aucune façon axées sur un seul. De même, à la question ouverte « Quelle est la raison principale pour laquelle vous n'avez pas voté? », les non-votants ont donné une variété de réponses. En outre, certaines réponses invoquant une baisse d'intérêt pour les élections, et pour la politique en général, soulevaient de nouvelles questions. Si les gens votent moins parce qu'ils sont moins intéressés, pourquoi leur intérêt baisse-t-il? Il faut donc s'attendre à trouver une variété d'explications pour la baisse de la participation aux dernières élections fédérales canadiennes, plutôt qu'une seule « clé de la situation ». Par ailleurs, le Canada n'a jamais connu de participation électorale massive comme certains autres pays, particulièrement ceux où le vote est obligatoire. La participation normale depuis la Deuxième Guerre mondiale a été de l'ordre de 75 % des électeurs admissibles; plusieurs études ont cherché à expliquer ce qui motivait les 25 % d'abstentionnistes. Ces enquêtes précédentes, comme celle dont Jon Pammett rend compte dans « L'exercice du droit de vote au Canada », dans Herman Bakvis (dir.), *La participation électorale au Canada* (vol. 15 des études de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, Toronto, Dundurn, 1991, p. 45), ont fourni une variété d'explications pour l'abstention. Dans trois années d'élection où une question ouverte était posée aux non-votants, environ 40 % ont affirmé qu'ils n'étaient pas intéressés à l'élection, environ un tiers ont déclaré être loin de leur lieu de scrutin, moins de 20 % se sont dits trop occupés, environ 10 % étaient malades et les autres n'ont pas été recensés. Nous reviendrons plus loin sur toutes ces explications. Il n'y a donc aucune raison de s'attendre à ce que **l'augmentation du taux d'abstention** constatée dans les années 1990 soit attribuable à un seul facteur clé, quoique certains facteurs puissent s'avérer plus importants que d'autres.

Tableau 2 Analyse factorielle des raisons fournies pour ne pas voter

	1	2
a) Je ne savais pas où ni quand voter	0,65	0,20
b) Mon nom n'était pas sur la liste électorale	0,65	0,00
c) Je pensais que mon vote n'avait pas d'importance	0,00	0,60
d) Je n'aimais aucun des candidats ou des partis	0,00	0,59
e) Je ne me sentais pas concerné par les enjeux de la campagne	0,21	0,67
f) J'étais malade	0,70	0,00
g) J'étais à l'extérieur de la ville	0,66	0,00
h) J'étais trop occupé par mon travail	0,52	0,00
i) L'élection ne m'intéressait pas	-0,18	0,67
j) Je trouve qu'il y a trop d'élections	0,33	0,41
(principaux éléments; rotation Varimax)		
Facteur 1 : Personnel/administratif		
Facteur 2 : Manque d'intérêt		

Dans le sondage, on demandait aux non-votants de 2000 d'indiquer le degré d'importance pour eux de 10 raisons possibles. Le tableau 2 présente une analyse factorielle de cette question. L'analyse factorielle est une technique de réduction des données : elle explore les corrélations entre les éléments d'un groupe de variables et détermine tout point commun ou facteur sous-jacent. Elle est utile dans la mesure où les schèmes de « saturations de facteurs » (corrélations des variables individuelles avec les facteurs sous-jacents) ont une validité apparente, facilement explicable. Autre avantage : chaque répondant reçoit des cotes sur tous les facteurs (« cotes de facteurs »), qui peuvent être utilisées plus tard comme variables sommaires dans une analyse de régression. Une telle analyse sera présentée plus loin.

Le tableau 2 montre que deux facteurs sommaires sous-tendent les 10 raisons potentielles de l'abstention à l'élection fédérale 2000. Le facteur 1 présente des saturations élevées (plus de 0,5) en fonction de cinq variables :

- a) Je n'ai pas voté parce que je ne savais pas où ni quand voter.
- b) Je n'ai pas voté parce que mon nom n'était pas sur la liste électorale.
- c) Je n'ai pas voté parce que j'étais malade.
- d) Je n'ai pas voté parce que j'étais à l'extérieur de la ville.
- e) Je n'ai pas voté parce que j'étais trop occupé par mon travail.

Les cinq variables ci-dessus, toutes rattachées au facteur 1, semblent avoir une cohérence suffisante pour que nous puissions parler d'un **facteur personnel/administratif**. Les deux premiers éléments de ce facteur – le manque d'information sur le lieu et le moment du vote et le fait de ne pas être sur la liste électorale – sont manifestement de nature administrative. Le troisième élément, la maladie, et le quatrième, l'éloignement, sont reliés entre eux : si les électeurs concernés avaient pu voter facilement malgré leur maladie ou leur absence, ils se peut fort bien qu'ils auraient voté. Cela ne veut pas dire qu'Élections Canada est à blâmer pour ces abstentions, mais simplement que dans des conditions administratives idéales, ces personnes auraient pu voter. Enfin, le motif « occupé par mon travail » se rattache à ce facteur plutôt qu'à l'autre. Ce point est intéressant et mérite d'être approfondi, car il n'était pas du tout évident que les personnes se déclarant trop occupées n'étaient pas simplement en train de rationaliser un

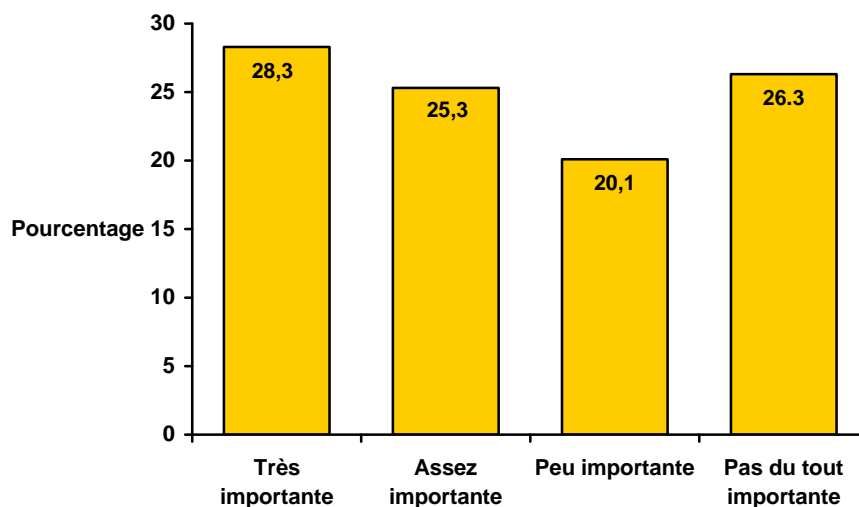
autre type de motif, le manque d'intérêt dans l'élection. Toutefois, comme les personnes « occupées à travailler » se rattachent au facteur 1, il est vraisemblable qu'elles se retrouvent dans la même catégorie que les malades, les absents et les personnes non inscrites qui ont l'impression de ne pas avoir voté à cause d'un empêchement.

Le facteur 2 présenté dans le tableau 2 est d'un type très différent que le facteur 1. Il comporte les variables :

- c) Je n'ai pas voté parce que je pensais que mon vote n'avait pas d'importance.
- d) Je n'ai pas voté parce que je n'aimais aucun des candidats ou partis.
- e) Je n'ai pas voté parce que je ne me sentais pas concerné par les enjeux de la campagne.
- i) Je n'ai pas voté parce que l'élection ne m'intéressait pas.

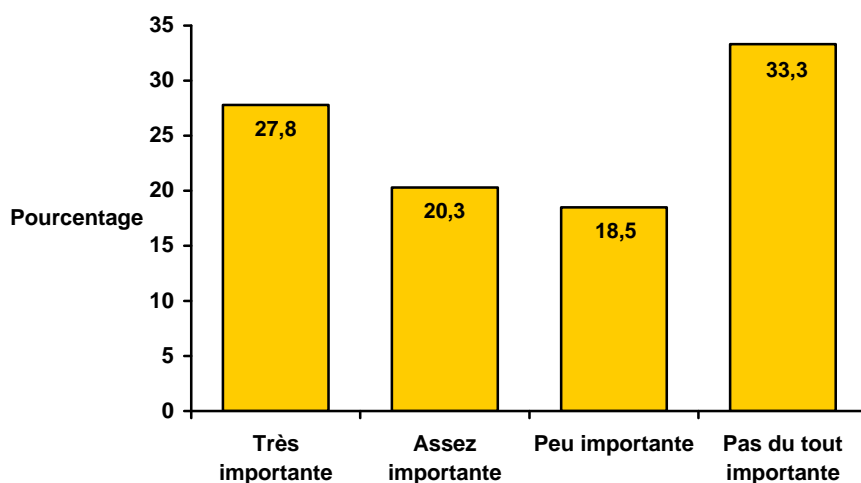
On peut raisonnablement désigner le facteur 2 comme un **facteur de désintérêt**. Il regroupe ceux qui n'ont pas voté parce qu'ils trouvaient l'élection inintéressante, leur vote sans importance, et les partis, candidats et enjeux peu inspirants. Le manque d'intérêt, mesuré par ces questions et d'autres, a compté pour beaucoup dans l'explication de la faible participation à l'élection de 2000. Plus de la moitié (53 %) des non-votants de 2000 ont déclaré que la raison « Je n'ai pas voté parce que l'élection ne m'intéressait pas » était « très » ou « assez » importante dans leur décision de ne pas voter.

**Tableau 3 Importance de la raison
« Je n'ai pas voté parce que l'élection ne m'intéressait pas »**



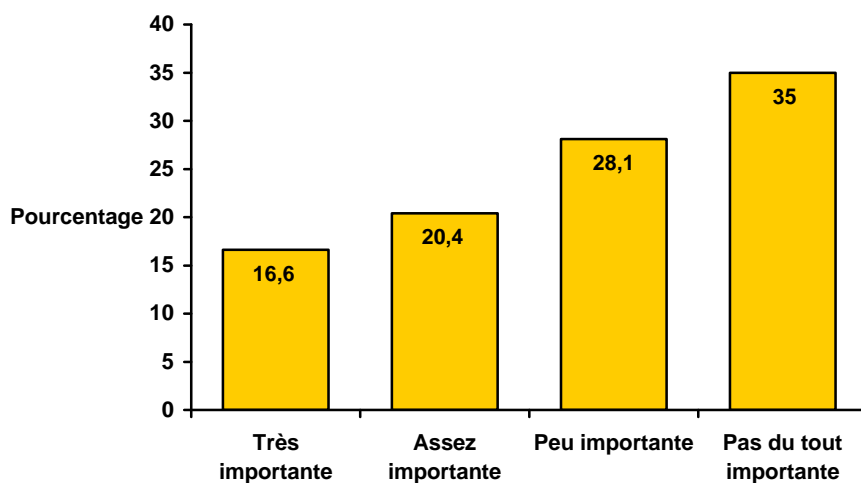
■ Importance de la raison : Je n'ai pas voté parce que l'élection ne m'intéressait pas

Tableau 4 Importance de la raison « Je n'ai pas voté parce que je n'aimais aucun des candidats ou des partis »



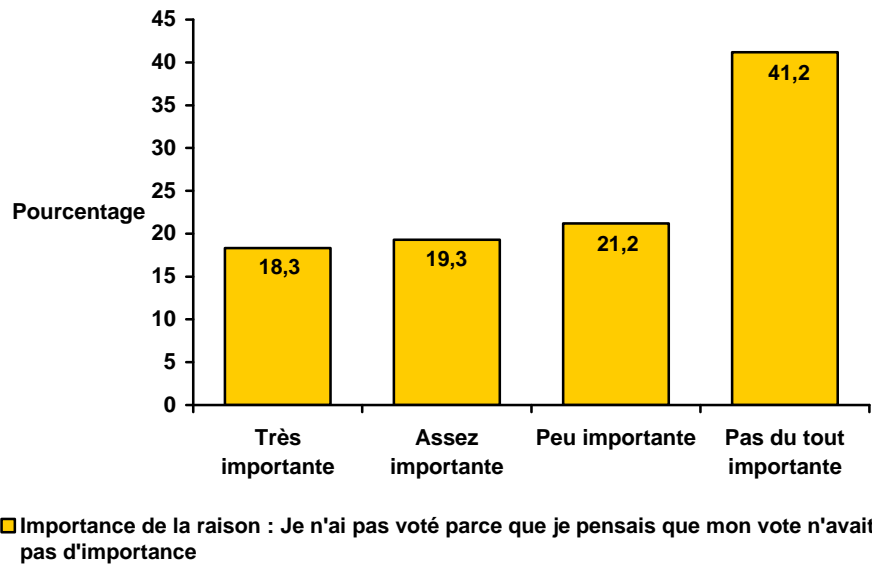
■ Importance de la raison : Je n'ai pas voté parce que je n'aimais aucun des candidats ou des partis

Tableau 5 Importance de la raison « Je n'ai pas voté parce que je ne me sentais pas concerné par les enjeux de la campagne »



■ Importance de la raison : Je n'ai pas voté parce que je ne me sentais pas concerné par les enjeux de la campagne

Tableau 6 Importance de la raison « Je n'ai pas voté parce que je pensais que mon vote n'avait pas d'importance »



Examinons d'abord les variables de désintérêt. De loin, la raison la plus souvent citée comme importante était « Je n'ai pas voté parce que l'élection ne m'intéressait pas » (tableau 3). Plus de la moitié des non-votants de 2000 l'ont jugée « très importante » ou « assez importante » dans leur décision. Si le manque d'intérêt peut n'impliquer aucun jugement négatif sur les choix offerts à l'élection, les tableaux 4 et 5 ont une orientation plus nettement négative. Un nombre important des non-votants ont affirmé ne pas avoir voté parce qu'ils n'aimaient aucun candidat ou parti (47 %) ou ne se sentaient pas concernés par les enjeux (37 %). Comme on pouvait s'y attendre, le manque d'intérêt est en corrélation avec le fait de ne pas aimer les partis ou candidats (Taub = 0,15, $p < 0,000$) et ne pas se sentir concerné par les enjeux (Taub = 0,25, $p < 0,000$). Une quatrième raison, « Je pensais que mon vote n'avait pas d'importance » est mentionnée par 37 % des répondants comme importante pour eux, et ce facteur est aussi corrélé avec les quatre autres.

Tableau 7 Importance de la raison « Je ne savais pas où ni quand voter »

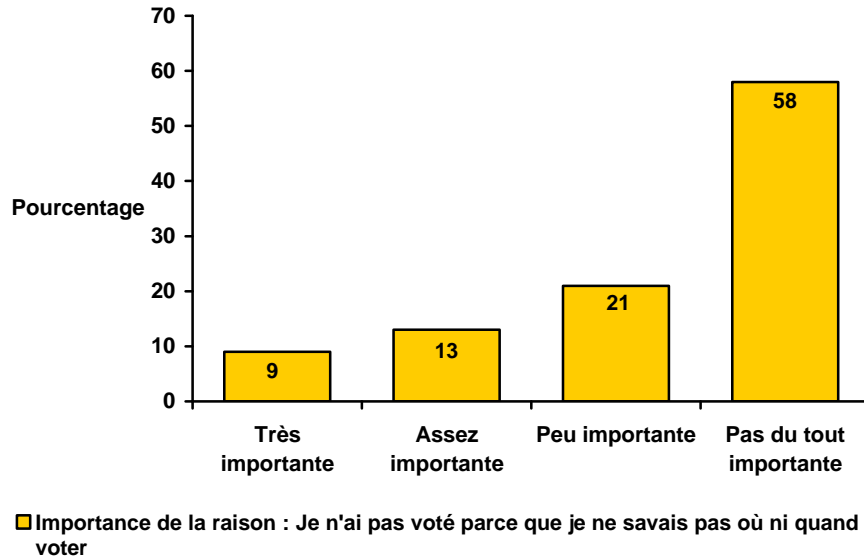
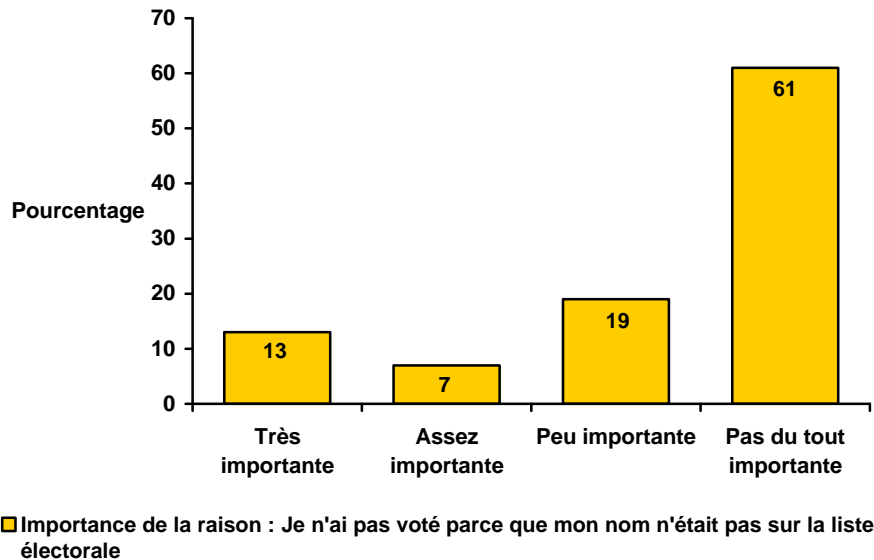


Tableau 8 Importance de la raison « Mon nom n'était pas sur la liste électorale »

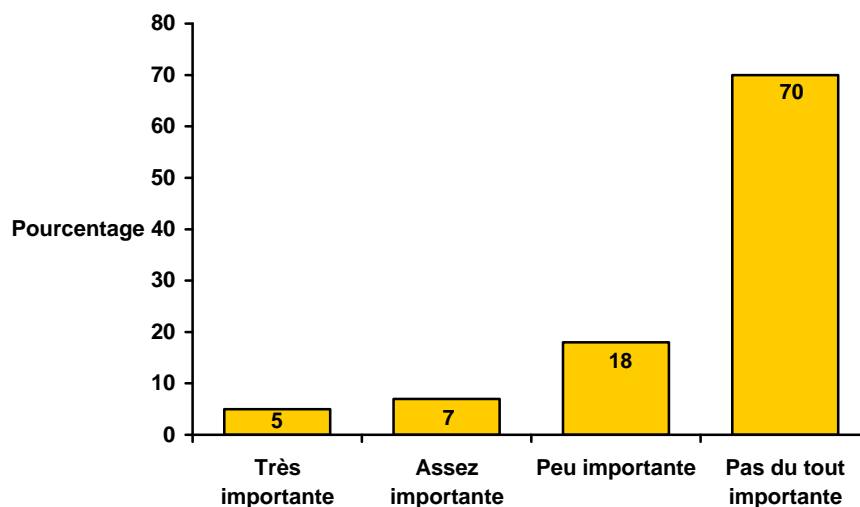


Examinons maintenant les facteurs personnels/administratifs. Les tableaux 7 et 8 montrent qu'environ un cinquième des non-votants ont affirmé que le fait de ne pas savoir où ni quand voter, ou de ne pas être inscrit sur la liste électorale, était une raison « très » ou « assez » importante dans leur décision. Comme on pouvait s'y attendre, ces deux variables sont fortement corrélées ($T_{aub} = 0,33$, $p < 0,000$), ce qui indique que bon nombre de ces répondants sont les mêmes personnes. Comme les électeurs non inscrits ne recevaient pas de carte d'information

précisant les heures et le lieu du vote, ils pouvaient raisonnablement citer les deux facteurs comme importants. Pour évaluer leur incidence sur tout l'électorat, nous devons mettre ces réponses en proportion. La meilleure mesure de l'incidence directe de la non-inscription est peut-être que 12,7 % des non-votants ont classé cette raison comme « très importante ». Le taux de participation globale ayant été de 61 %, on peut penser que la non-inscription a diminué le taux d'environ 5 % ($12,7 \% \times 0,39 = 4,95 \%$), en ne comptant que les personnes jugeant cette raison « très importante ». Si nous ajoutons les personnes jugeant cette raison « assez importante », ce nombre pourrait augmenter.

Toutefois, ce calcul demeure hautement conjectural, car les répondants considérant ces facteurs administratifs comme importants ont aussi été nombreux à classer les facteurs de désintérêt comme importants. Par exemple, il y a une corrélation positive entre le fait qu'un répondant présente sa non-inscription sur la liste électorale comme un motif important de son abstention et le fait qu'il présente comme un motif important le fait qu'il ne se sentait pas concerné par les enjeux de la campagne ($T_{aub} = 0,15, p < 0,000$). Si ces répondants avaient été inscrits sur la liste, ils pourraient donc ne pas avoir voté pour d'autres motifs. Si l'on émet les hypothèses 1) qu'un recensement de porte à porte aurait permis d'inscrire tous les électeurs et 2) que ceux qui ont présenté leur non-inscription comme une raison « très importante » auraient voté s'ils avaient été inscrits, peu importe leur degré d'intérêt pour l'élection, les déficiences de la liste électorale pourraient avoir abaissé la participation de 5 %. Toutefois, la conclusion la plus réaliste est que l'effet réel était moindre, peut-être de l'ordre de 2 ou 3 %.

Tableau 9 Importance de la raison « J'étais malade »



■ Importance de la raison : Je n'ai pas voté parce que j'étais malade

Tableau 10 Importance de la raison « J'étais à l'extérieur de la ville »

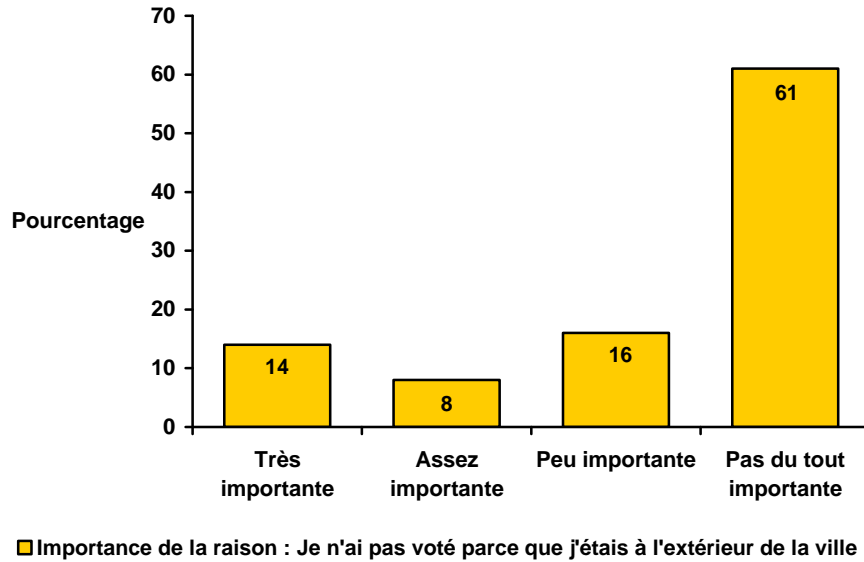
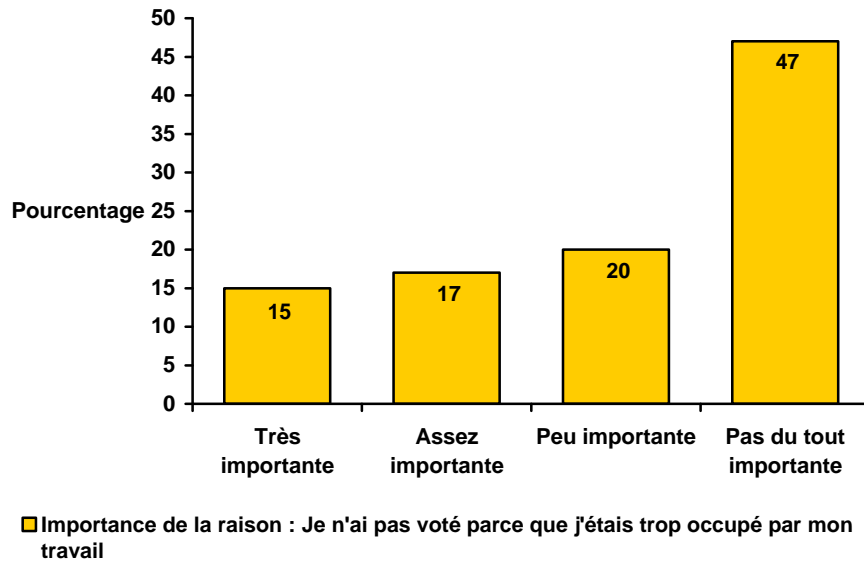


Tableau 11 Importance de la raison « J'étais trop occupé par mon travail »



Les trois prochains tableaux révèlent que d'autres facteurs « personnels/administratifs » sont associés à l'abstention à divers degrés. Les personnes malades ou à l'extérieur de la ville (tableaux 9 et 10) peuvent, en vertu de la *Loi électorale du Canada*, voter par anticipation ou par bulletin de vote spécial. Toutefois, ces solutions exigent souvent de la planification, et l'effort supplémentaire requis est un élément dissuasif pour ceux qui ne se sentent pas assez motivés pour trouver l'énergie, le temps et l'intérêt nécessaires.

Enfin, il y a ceux qui étaient « trop occupés par leur travail », un groupe comprenant près du tiers de tous les non-votants si l'on compte ceux pour qui ce facteur était « très » ou « assez » important. Bien entendu, la Loi donne aux employés un certain nombre d'heures de congé autorisé pour se rendre aux urnes. Mais les exigences du travail peuvent avoir ajouté des obstacles à ceux qui voyaient déjà d'autres éléments dissuasifs. Rappelons que cette variable se rattache au facteur personnel/administratif et non à celui du désintérêt. Les corrélations d'être trop occupé par son travail avec d'autres facteurs personnels/administratifs sont : « ne pas savoir où ni quand voter » $Taub = 0,26, p < 0,000$; « mon nom n'était pas sur la liste électorale » $Taub = 0,22, p < 0,000$; « être malade » $Taub = 0,19, p < 0,000$; et « à l'extérieur de la ville » $Taub = 0,26, p < 0,000$. Ces corrélations sont plus élevées que les suivantes : « l'élection ne m'intéressait pas » $Taub = 0,01$, statistiquement non significatif; « je n'aimais aucun des candidats ou des partis », $Taub = 0,06, p < 0,03$; « Je pensais que mon vote n'avait pas d'importance » $Taub = 0,09, p < 0,001$; et « Je ne me sentais pas concerné par les enjeux de la campagne » $Taub = 0,15, p < 0,000$. Ainsi, il est plus probable que les gens jugeant ce facteur important se sont abstenus parce qu'ils ont été motivés par un facteur supplémentaire plutôt que par leur simple manque d'intérêt.

Tableau 12 Principaux motifs d'abstention, 2000 (Question ouverte; réponses multiples; % des répondants)

	Groupes d'âge						Total
	65+	55-64	45-54	35-44	25-34	18-24	
Désintérêt							
Non intéressé; ne s'en souciait pas; apathie	14,8	29,0	18,3	19,7	27,3	28,0	25,0
Vote inutile; ne compte pas; issue connue d'avance	6,4	8,4	9,6	10,0	11,4	6,5	9,0
Oublié; ne savait pas	4,2	0,0	0,0	1,2	2,0	3,9	2,3
Trop compliqué; confusion	0,0	0,0	2,3	2,5	0,7	0,0	0,9
	25,4	37,4	30,2	33,4	41,4	38,4	37,2
Négativisme							
N'aimait aucun des candidats/partis/enjeux	9,9	13,4	22,7	21,2	14,1	13,9	15,9
Manque de confiance envers les candidats/partis/chefs	17,7	13,5	21,3	16,7	14,0	6,3	12,8
Manque d'information sur les candidats/partis/enjeux	0,0	1,6	3,3	5,0	3,1	6,3	4,3
Mécontentement régional	0,0	3,0	3,0	2,8	0,5	0,8	1,4
	27,6	31,5	50,3	45,7	31,7	27,3	34,4
Raisons personnelles/administratives							
Trop occupé par le travail/à l'école/famille	5,0	3,4	3,1	11,9	13,7	22,6	14,3
Hors de la circonscription/province/pays	20,3	23,0	9,3	8,0	10,9	7,9	10,4
Problèmes d'inscription	4,0	3,0	6,7	2,7	5,2	7,4	5,5
Maladie, problèmes de santé	19,5	5,8	7,7	1,9	2,0	0,4	2,9
Ne savait pas où ni quand; problèmes avec le bureau de scrutin; transport	5,7	5,1	2,7	2,5	2,2	4,2	3,3
Déménagement	0,0	0,0	2,5	1,1	1,2	0,5	0,9
	54,5	40,3	32,0	28,1	35,2	43,0	37,3
Autres							
Motifs religieux	5,5	3,0	1,5	2,0	1,1	0,9	1,5
Autre; inclassable; vague; aucune	0,0	0,9	0,8	3,1	1,8	3,6	2,4
	5,5	3,9	2,3	5,1	2,9	4,5	3,9
N =	43	58	109	171	331	347	1 059

Le tableau 12 présente des réponses ouvertes de non-votants à une question leur demandant la principale raison de leur décision. Les répondants ont cité un large éventail de raisons, classables en trois grandes catégories qui sont mentionnées à des fréquences à peu près égales. Nous appelons ces catégories **désintérêt**, **néguvisme** et **raisons personnelles/administratives**. Le plus grand groupe de réponses à cette question provenait de ceux que l'élection (ou la politique en général) n'intéressait pas, qui ne se souciaient pas qu'une élection ait lieu et qui ne voulaient pas voter. D'autres répondants de cette catégorie citaient cependant l'inutilité du vote : ils estimaient que leur suffrage ne compterait pas et que l'issue de l'élection était connue d'avance. Quelques autres dans la catégorie **désintérêt** trouvaient toute la scène électorale trop compliquée, ou avaient simplement oublié l'élection.

Nous avons classé les réponses comme exprimant le **néguvisme** plutôt que de la simple indifférence si les répondants indiquaient un manque de confiance à l'égard de tout candidat, parti ou chef de parti, ou disaient n'en trouver aucun assez intéressant pour mériter son vote. Certains ont mentionné qu'ils ne se sentaient pas concernés par les sujets débattus ou n'avaient pas assez d'information sur les enjeux ou d'autres facteurs politiques pour choisir. Quelques-uns ont formulé des plaintes à propos du niveau fédéral, ou ont indiqué que la politique fédérale ne les intéressait pas.

La troisième catégorie, **raisons personnelles/administratives**, contient une variété d'éléments. Nous y avons classé les raisons comme « trop occupé » et « à l'extérieur » parce que dans d'autres mesures de ce sondage, notamment l'analyse factorielle présentée au tableau 2, elles sont associées à d'autres raisons personnelles ou administratives plutôt qu'à celles mesurant le désintérêt. Toutefois, il est clair que certains répondants disant avoir été trop occupés pour voter ne faisaient que rationaliser leur manque d'intérêt.

Le tableau 12 montre des écarts intéressants concernant les motifs d'abstention des différents groupes d'âge. Les répondants les plus jeunes (18–24 ans en 2000) exprimaient moins souvent des sentiments négatifs envers les candidats, les partis et les chefs que ceux des groupes plus âgés. Toutefois, ils invoquaient beaucoup plus des raisons personnelles ou administratives, en particulier qu'ils étaient trop occupés. Ils étaient aussi un peu plus susceptibles de rencontrer des problèmes d'inscription. Le niveau de désintérêt était aussi supérieur à la moyenne dans les deux groupes d'âge les plus jeunes.

Les répondants les plus âgés (plus de 65 ans) étaient les plus touchés par des problèmes de santé et par l'absence de leur circonscription au moment de l'élection. Quant aux sentiments négatifs à l'égard des politiciens, les groupes d'âge mûr (mi-trentaine à mi-cinquantaine) mentionnaient plus souvent ces raisons.

3. Les corrélats de l'abstention

Pour commencer notre examen des corrélations de l'abstention, nous regrouperons divers prédicteurs possibles, dont bon nombre ont été définis dans notre rapport précédent. Nous intégrerons à nos équations de régression plusieurs caractéristiques socio-démographiques des répondants.

1. Leur **âge**, mesuré par leur année de naissance.
2. Leur **niveau de scolarité**, mesuré par la formation scolaire accomplie.
3. Leur **revenu**, mesuré par le revenu familial total.
4. Leur **sexe**.
5. Leur **lieu de naissance**, au Canada ou ailleurs.
6. Leur **mobilité**, mesurée par leur durée de résidence dans leur quartier ou leur collectivité actuelle.

Nous supposons que la plupart de ces facteurs socio-démographiques ont un lien avec l'abstention. Notre hypothèse est que les jeunes, ainsi que les personnes moins instruites et moins aisées, voteraient moins dans toute élection. Nous nous attendons aussi à ce que les individus nés à l'étranger soient moins familiers avec la politique canadienne et moins susceptibles de voter; de même, ceux qui sont géographiquement mobiles seraient moins portés à voter, car ils peuvent être moins familiers avec la situation politique de la région où ils viennent de s'établir. Nous n'avons aucune hypothèse sur les différences entre les sexes, mais nous les incluons car elles peuvent être intéressantes à examiner.

Nous prêterons particulièrement attention à la variable de l'**âge**. Nous savons, bien sûr, que l'âge est une variable de l'abstention, et l'a toujours été : les jeunes votent moins que leurs aînés. Si nous voulons expliquer pourquoi certaines personnes votent et d'autres pas, à une élection donnée, l'âge sera un « prédicteur » important. Mais nous voulons aussi étudier l'âge sous un autre aspect, celui de la **cohorte (groupe d'âge)**. Le groupe d'âge le plus jeune – moins de 25 ans, dont beaucoup de nouveaux électeurs – affiche un taux d'abstention particulièrement élevé depuis quelques élections. Le présent rapport analyse les cohortes d'âge en détail.

Ces cohortes sont formées en regroupant les âges selon l'année de naissance (tableau 13), ce qui permet d'examiner des tendances propres à des élections ou à des ères politiques. L'élection ou les élections lors desquelles un groupe est devenu admissible à voter est indiquée dans la colonne « première admissibilité ». Les répondants nés entre 1971 et 1975, par exemple, étaient âgés entre 25 et 29 ans à l'élection fédérale de 2000 et auraient acquis le droit de vote en 1993. Le nombre de répondants pour toute l'étude (y compris l'entrevue préliminaire) qui se retrouvent dans chaque groupe est indiqué dans la colonne « N », et le nombre de non-votants confirmés figure dans la colonne « NV ».

Tableau 13 Répartition des répondants par cohorte d'âge

Âge en 2000	Année de naissance	Première admissibilité	Premier ministre	N	NV
18 à 20	1980 à 1982	2000	Chrétien	282	148
21 à 24	1976 à 1979	1997	Chrétien	460	207
25 à 29	1971 à 1975	1993	Chrétien	512	177
30 à 37	1963 à 1970	1984/1988	Mulroney	1 023	224
38 à 47	1953 à 1962	1974–1980	Trudeau	1 099	161
48 à 57	1943 à 1952	1968/1972	Trudeau	926	85
58 à 67	1933 à 1942	1957–1963	Diefenbaker/Pearson	638	49
68+	Avant 1933	1953	King/Saint-Laurent	587	35
				5 527	1 086

Nous utiliserons davantage les cohortes d'âge plus loin, mais nous présentons ici le portrait de base des votants et des non-votants (tableau 14). Ce tableau utilise l'ensemble de l'étude, y compris les entrevues préliminaires, étant donné que « l'âge » et « le vote » étaient deux des rares questions posées à toutes les personnes contactées. L'échantillon global étant surreprésentatif des votants de 2000, nous avons pondéré le tableau 14 pour obtenir la juste proportion de votants et des non-votants à cette élection⁶.

Tableau 14 Vote et abstention en 2000, par cohorte d'âge

Voté en 2000	Âge en 2000								Total %
	68+	58-67	48-57	38-47	30-37	25-29	21-24	18-20	
Oui	83,3	80,4	76,4	66,2	54,2	38,2	27,5	22,4	61,3
Non	16,7	19,6	23,6	33,8	45,8	61,8	72,5	77,6	38,7
N = 2 467									
V = 0,392 p < 0,000									

Les différences de participation entre les cohortes d'âge sont frappantes. L'abstention augmente de façon constante à mesure que les cohortes deviennent plus jeunes. On constate même une légère différence dans les taux de certaines cohortes plus âgées : les électeurs qui sont devenus admissibles à voter au début de la période Trudeau (âgés de 48 à 57 ans en 2000) ont moins voté que ceux qui sont devenus admissibles plus tard. Ceux qui ont acquis le droit de vote plus tard dans la période Trudeau (âgés de 38 à 47 ans) ont voté en 2000 à un taux inférieur aux deux tiers. Les électeurs devenus admissibles durant la période Mulroney (âgés de 30 à 37 ans en 2000) n'ont voté qu'à 54,2 %. À partir de ce point, le taux glisse bien en dessous de la moitié : la cohorte de 1993 a voté à 38,2 %, celle de 1997 à 27,5 % et la cohorte des nouveaux électeurs de 2000 à seulement 22,4 %.

⁶ La pondération a été établie en pondérant chacun des non-votants de l'échantillon à 1, et en corrigeant le suréchantillon de votants en pondérant chacun de ces votants à 0,34, simulant ainsi un échantillon de 2 467 avec un taux de participation de 61,3 %, le taux réel de participation en 2000.

Ainsi, l'entrée de cohortes de nouveaux votants fortement abstentionnistes a joué un rôle majeur dans le déclin de la participation aux trois dernières élections. Le tableau 14 montre que cette baisse associée aux groupes d'âge subséquents n'est pas un phénomène nouveau, mais remonte à la période de ceux qui sont devenus électeurs dans les années 1970, sinon avant. Les effets du cycle de vie, qui augmentent les taux de participation des cohortes à mesure qu'elles vieillissent, n'ont pas fait monter les cohortes Trudeau et Mulroney au niveau des générations King, Saint-Laurent, Diefenbaker et Pearson. Les perspectives sont encore pires pour la génération Chrétien, entrée dans l'électorat de 1993 à 2000, puisque ces électeurs commencent à des niveaux de participation plus bas. Si les effets du cycle de vie sur les jeunes citoyens continuent de faiblir, les taux de participation continueront vraisemblablement de diminuer.

Un autre facteur potentiellement important est celui de la **région**. La participation à l'élection de 2000 en **Ontario** n'a été que de 58 % (Résultats de l'élection de 2000, site Web d'Élections Canada, tableau 4). Terre-Neuve (57,1 %) et les Territoires du Nord-Ouest (52,2 %) étaient bien en dessous de la moyenne (61,2 %*) et l'Alberta (60,2 %) se situaient légèrement sous la moyenne. Toutefois, une première analyse des facteurs importants en fonction de la province ne révèle pas d'écarts importants entre l'Ontario – la région où le nombre de répondants est suffisant pour assurer des résultats fiables – et les résultats nationaux.

Tableau 15 Analyse factorielle des variables liées à l'intérêt, au sens du devoir civique et à la compétition entre partis

	1	2	3
De manière générale, quel est votre intérêt pour la politique?	0,768	0,262	-0,05
Si vous pensez à l'élection fédérale de 2000 à l'échelle nationale, jusqu'à quel point avez-vous trouvé les partis politiques compétitifs?	0,004	0,09	0,861
Et pour l'élection fédérale de 2000 dans votre circonscription – jusqu'à quel point avez-vous trouvé les partis compétitifs?	0,02	0,178	0,840
À l'élection fédérale de 2000, quelles étaient les chances pour que votre vote fasse une différence à l'échelle du pays?	-0,008	0,857	0,170
Quelles étaient les chances pour que votre vote fasse une différence au niveau de votre circonscription?	0,135	0,845	0,157
Selon vous, à quel point est-il important que les gens votent?	0,506	0,457	-0,005
Lorsque vous étiez enfant, combien souvent votre famille discutait-elle de politique et d'actualité?	0,717	-0,08	0,03
Et à présent, combien souvent discutez-vous de politique et d'actualité avec votre famille ou vos amis?	0,813	0,04	0,03
Note : éléments principaux; rotation Varimax			
Facteur 1 : Intérêt, discussion, devoir civique			
Facteur 2 : Utilité du vote, devoir civique			
Facteur 3 : Partis compétitifs			

* Le taux de participation de 61,2 % de 2000 a été rajusté pour un taux définitif de 64,1 % après notre mise à jour habituelle du Registre national des électeurs pour en retirer les noms des électeurs décédés et les doublons provenant des déménagements. Le directeur général des élections du Canada a expliqué le rajustement lors de sa comparution du 6 octobre 2003 devant le Sous-comité de la révision des limites des circonscriptions électorales et lors de sa comparution du 5 mars 2004 sur le budget principal des dépenses 2004, devant le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

Notre deuxième catégorie de prédicteurs sera tirée de deux analyses factorielles, présentées aux tableaux 15 et 16. Comme nous l'avons expliqué, l'analyse factorielle explore les corrélations entre tous les éléments d'un groupe de variables, et identifie tout point commun, ou facteur, sous-jacent. Les « saturations de facteurs » (corrélations des variables individuelles avec les facteurs sous-jacents) figurent aux tableaux 15 et 16, et les « cotes de facteurs » seront utilisées ultérieurement dans les analyses de régression.

Le tableau 15 présente une analyse factorielle de variables comprenant l'intérêt pour la politique. Nous employons cette technique pour déterminer quelles variablesaturent le même facteur que l'intérêt pour la politique, afin d'utiliser un facteur plus complexe pour prédire le vote. En soi, l'intérêt pour la politique suscite autant de questions que de réponses, comme nous l'avons noté. Nous avons inclus dans l'analyse factorielle une mesure du « sens du devoir civique » – l'importance perçue de voter aux élections. Nous avons aussi inclus deux variables de « discussion politique », une mesurant la socialisation, à savoir si les gens discutaient de politique avec leurs parents lorsqu'ils étaient enfants, et une mesurant la fréquence actuelle de leurs discussions politiques avec d'autres. Nous examinons aussi l'incidence de la compétitivité perçue, en présumant que si les gens ont l'impression que leur vote a de l'importance, ils sont plus susceptibles de voter, et que si les partis politiques dans l'ensemble du pays et dans la circonscription du répondant sont vus comme plus compétitifs, le vote semblera aussi avoir plus d'importance et la participation sera plus élevée. Toutes ces hypothèses s'appuient sur l'approche du choix rationnel, selon laquelle les gens sont plus portés à participer à une activité plutôt qu'à une autre lorsqu'il y va de leur intérêt personnel.

Le groupe de variables décrit dans le paragraphe précédent génère trois facteurs. Le premier regroupe l'intérêt pour la politique avec le sens du devoir civique et les discussions politiques, celles de l'enfance et celles d'aujourd'hui avec parents et amis. Nous pourrions désigner ce facteur sous le nom de « **citoyen engagé** ». Le deuxième facteur comprend aussi la variable du devoir civique, mais la regroupe avec les deux questions demandant aux répondants s'ils avaient l'impression que leur vote avait de l'importance, à l'échelle du pays ou dans leur circonscription. Ces deux dernières variablesaturent beaucoup plus ce facteur, de sorte que nous pouvons désigner ce dernier comme « **vote qui compte** », où les gens sont plus enclins à agir lorsque leur vote peut peser dans la balance ou lorsqu'il est important pour le pays que les citoyens participent aux élections. Ce facteur peut être considéré comme conforme aux théories du choix rationnel, en ce sens qu'il sera dans l'intérêt de l'électeur de voter là où son suffrage pourrait peser dans la balance, ou « compter davantage » étant donné que cela donnerait plus de valeur au choix de cette action par opposition à une autre. Le troisième facteur du tableau 15 regroupe les deux variables qui demandent au répondant d'évaluer le niveau de compétitivité des partis à l'échelle du pays et dans leur circonscription. Ce facteur cadre aussi avec l'approche du choix rationnel, et nous pouvons l'appeler « **compétition entre partis** ». Il est intéressant de noter que ce facteur est distinct de celui axé sur les questions concernant l'utilité perçue du vote. Le fait

que le devoir civique se rattache au deuxième facteur et non au troisième implique que d'autres motifs que la compétition entre partis sont en cause lorsque les gens ont à déterminer si leur vote pourrait compter ou non⁷.

Tableau 16 Analyse factorielle des variables liées à l'efficacité, à la confiance et au soutien des partis

	1	2	3
En général, les élus au Parlement perdent contact avec les citoyens	0,648	-0,134	-0,009
Les élus au Parlement reflètent la diversité de la société canadienne	-0,06	0,694	0,106
Les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire à propos des actions du gouvernement	0,652	0,04	-0,148
Parfois, la politique et le gouvernement semblent si compliqués qu'une personne comme moi ne peut pas vraiment comprendre ce qui se passe	0,369	0,578	-0,302
Je ne crois pas que le gouvernement se préoccupe beaucoup de ce que les gens comme moi pensent	0,695	-0,133	-0,07
La plupart du temps, nous pouvons avoir confiance que les gens du gouvernement feront ce qui est juste	-0,338	0,629	0,192
Tous les partis politiques se ressemblent : il n'y a pas vraiment de choix	0,584	-0,01	-0,272
Les partis politiques sont la meilleure façon de représenter les intérêts des citoyens	-0,221	0,385	0,519
Les partis politiques embrouillent les enjeux plutôt que de fournir des choix clairs	0,680	-0,05	-0,160
Les partis politiques fournissent de bons plans à propos de nouvelles politiques	-0,230	0,445	0,411
Au cours d'une campagne électorale, les partis politiques et les candidats parlent des problèmes auxquels les électeurs s'intéressent	0,08	0,01	0,811
Les partis politiques sont trop influencés par les gens qui ont beaucoup d'argent	0,639	-0,155	-0,004
Trop de partis politiques représentent une petite partie du pays au lieu du pays dans son entier	0,540	-0,04	0,137
Note : éléments principaux; rotation Varimax			
Facteur 1 : Inefficacité, cynisme, négativisme envers les partis			
Facteur 2 : Confiance, représenté			
Facteur 3 : Soutien des partis			

⁷ Le fait que la variable **devoir civique** (mesurée par la question « Dans quelle mesure est-il important de voter aux élections? ») se rattache à deux facteurs permet de la retirer de l'analyse factorielle et de la traiter isolément. Lorsqu'on procède ainsi, la structure factorielle de l'analyse du tableau 15 demeure identique. Toutefois, lorsque nous utilisons la variable du devoir civique comme prédicteur du vote en 2000 (tableau 17) avec des cotes de facteurs recalculées et tous les autres prédicteurs, il devient le prédicteur le plus puissant du vote en 2000. Selon nous, il serait imprudent de s'appuyer uniquement sur l'indicateur du devoir civique comme prédicteur indépendant du vote, de la même façon que nous ne voulons pas utiliser l'intérêt pour la politique de façon indépendante, parce que, pris isolément, sa valeur explicative semble douteuse. Affirmer que les gens font des choses parce qu'ils sont intéressés à les faire n'est pas très éclairant. De même, affirmer qu'ils votent à une élection particulière parce qu'ils jugent important de voter aux élections ne constitue pas une explication très utile. Quand on intègre ces variables avec d'autres dans les cotes de facteurs, l'effet de ces facteurs peut être démontré sans dominer l'analyse.

Le tableau 16 présente la deuxième analyse factorielle. Nous y avons inclus des variables mesurant le concept de l'efficacité politique, le sentiment qu'on peut comprendre et influencer éventuellement le processus politique. Nous y avons aussi intégré des mesures de confiance, dans les politiciens et dans le système politique en général. Enfin, nous avons inclus une série de mesures d'attitudes à l'égard des partis, principaux agents de représentation politique. Un certain nombre de ces variables mesurent le degré de sentiments positifs ou négatifs que les gens ont à l'égard des partis, comme représenter les régions ou le pays dans son ensemble, brouiller ou éclaircir les enjeux, et être influencés par « les gens qui ont beaucoup d'argent ».

La présente analyse génère trois facteurs (tableau 15). Le premier est celui que nous désignerons « **inefficacité, cynisme, négativisme envers les partis** ». Les questions qui saturent fortement ce facteur comprennent des questions classiques sur la « faible efficacité politique » comme « Les élus au Parlement perdent contact avec les citoyens », « Les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire à propos des actions du gouvernement » et « Je ne crois pas que le gouvernement se préoccupe beaucoup de ce que les gens comme moi pensent ». Les variables liées aux partis et qui se rattachent aussi à ce facteur correspondent aux déclarations selon lesquelles les partis sont tous pareils, embrouillent les enjeux, représentent une partie du pays au lieu de l'ensemble et sont trop influencés par des gens qui ont de l'argent. Le deuxième facteur reflète la « **confiance politique** » et comprend des éléments comme « La plupart du temps, nous pouvons avoir confiance que les gens du gouvernement feront ce qui est juste » et « Les élus au Parlement reflètent la diversité de la société canadienne ». Le troisième facteur regroupe deux des questions liées au « **soutien des partis** » : « Les partis politiques sont la meilleure façon de représenter les intérêts des citoyens » et « Au cours d'une campagne électorale, les partis politiques et les candidats parlent des problèmes auxquels les électeurs s'intéressent ».

Les deux analyses factorielles des tableaux 15 et 16 ont généré six facteurs, et les cotes des répondants sur ces facteurs seront inscrites comme prédicteurs additionnels dans les régressions à suivre, avec les prédicteurs socio-démographiques déjà énumérés. Ce sont :

7. Attitudes envers **l'intérêt, les discussions et le devoir civique**.
8. Sentiment de **l'importance du vote et du devoir civique**.
9. Attitudes envers la **compétitivité des partis**. Cette variable ayant trait à l'élection de 2000, elle ne sera utilisée que dans les régressions à venir aux tableaux 17 et 20.
10. Sentiments **d'inefficacité, de cynisme et de négativisme envers les partis**.
11. Sentiments de **confiance politique et de représentation efficace**.
12. Expressions de **soutien des partis**.

Nous incluons aussi dans les régressions une mesure administrative, demandée aux votants et aux non-votants. Nous l'incluons dans toutes les régressions sauf pour 1993, car les problèmes administratifs de 2000 peuvent être une indication de problèmes antérieurs. Ainsi, le Registre national des électeurs utilisé à l'élection de 2000 est basé sur la liste électorale de 1997 dressée à partir d'un recensement porte-à-porte. L'électeur non inscrit en 1997 serait sur la liste de 2000 seulement s'il s'était inscrit de sa propre initiative.

13. Si une personne **était sur la liste électorale de 2000**.

Pour l'élection de 2000 seulement, nous utiliserons une autre variable, à savoir si le répondant a été contacté par les partis ou les candidats.

14. Rapport du **contact par les partis ou par les candidats à l'élection de 2000**.

Dans les quatre prochaines régressions, trois des variables dépendantes, les votes aux élections de 2000, 1997 et 1993, sont nominales, c'est-à-dire basées sur deux catégories : a voté ou n'a pas voté. Certains analystes refusent d'utiliser la régression de la méthode des moindres carrés pour les variables dépendantes nominales, et d'autres techniques ont été élaborées pour ces cas, comme la régression logistique et la régression probit. Nous préférons utiliser les régressions de la méthode des moindres carrés, parce que cette technique est la plus facile à interpréter, mais nous avons d'abord utilisé les régressions logistiques de confirmation pour les prédictors du vote en 2000, 1997 et 1993. Ces résultats montrent que les mêmes variables sont des prédictors aussi importants et statistiquement significatifs que ceux figurant aux tableaux 17, 18 et 19. Le tableau 20 comporte une variable dépendante ordinale et l'utilisation de la régression de la méthode des moindres carrés avec ce type de variables est couramment admise.

Tableau 17 Prédictors de vote/abstention en 2000 (Régression multiple)

	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés
	B	Erreur-type	Bêta
1. Quelle est votre année de naissance?	-0,008	0,001	-0,271*
2. Quelle est le plus haut niveau de formation académique que vous ayez terminé?	-0,02	0,005	0,090*
3. Revenu familial total pour 2001	0,01	0,04	0,062*
4. Sexe	-0,008	0,019	-0,009
5. Êtes-vous né au Canada ou ailleurs?	-0,05	0,028	-0,038
6. Durée de résidence	0,02	0,007	0,082*
7. Intérêt, discussion, devoir civique [†]	-0,108	0,012	-0,172*
8. Importance du vote, devoir civique [†]	-0,123	0,012	-0,197*
9. Compétitivité des partis [†]	0,002	0,012	0,004
10. Inefficacité/cynisme/négativisme envers les partis [†]	0,02	0,012	0,040
11. Confiance, représenté [†]	-0,03	0,012	-0,055*
12. Soutien des partis [†]	-0,003	0,012	0,005
13. Inscrit sur la liste	-0,217	0,026	-0,168*
14. Contacté par les partis ou les candidats en 2000	-0,104	0,020	-0,097*

[†] = cotes de facteurs

* = statistiquement significatif $p < 0,01$

données manquantes = données de substitution moyenne

$R^2 = 0,320$

$N = 2\ 047$

Tableau 18 Prédicteurs de vote/abstention en 1997 (Régression multiple)

		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés
		B	Erreur-type	Bêta
1.	Quelle est votre année de naissance?	-0,007	0,001	-0,245*
2.	Quelle est le plus haut niveau de formation académique que vous ayez terminé?	0,006	0,005	0,027
3.	Revenu familial total pour 2001	0,01	0,004	0,080*
4.	Sexe	0,03	0,018	0,041
5.	Êtes-vous né au Canada ou ailleurs?	-0,06	0,027	-0,047
6.	Durée de résidence	0,01	0,007	0,065*
7.	Intérêt, discussion, devoir civique [†]	-0,132	0,012	-0,236*
8.	Importance du vote, devoir civique [†]	-0,07	0,011	-0,135*
9.	Inefficacité/cynisme/négativisme envers les partis [†]	0,02	0,011	0,032
10.	Confiance, représenté [†]	-0,02	0,011	-0,029
11.	Soutien des partis [†]	-0,02	0,011	-0,036
12.	Inscrit sur la liste	-0,227	0,026	-0,186*

[†] = cotes de facteurs
* = statistiquement significatif p < 0,01
données manquantes = données de substitution moyenne
R² = 0,280
N = 1 844

Tableau 19 Prédicteurs de vote/abstention en 1993 (Régression multiple)

		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés
		B	Erreur-type	Bêta
1.	Quelle est votre année de naissance?	-0,008	0,001	-0,295*
2.	Quelle est le plus haut niveau de formation académique que vous ayez terminé?	0,02	0,005	0,086*
3.	Revenu familial total pour 2001	0,02	0,004	0,105*
4.	Sexe	0,00	0,018	0,000
5.	Êtes-vous né au Canada ou ailleurs?	-0,146	0,027	-0,120*
6.	Durée de résidence	0,02	0,007	0,080*
7.	Intérêt, discussion, devoir civique [†]	-0,109	0,012	-0,217*
8.	Importance du vote, devoir civique [†]	-0,06	0,011	-0,135*
9.	Inefficacité/cynisme/négativisme envers les partis [†]	-0,008	0,011	-0,016
10.	Confiance, représenté [†]	-0,002	0,011	0,003
11.	Soutien des partis [†]	-0,02	0,011	-0,045

[†] = cotes de facteurs
* = statistiquement significatif p < 0,01
données manquantes = données de substitution moyenne
R² = 0,228
N = 1 588

**Tableau 20 Prédicteurs de la fréquence de vote aux élections de 1993, 1997 et 2000
(Régression multiple)**

		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés
		B	Erreur-type	Bêta
1.	Quelle est votre année de naissance?	-0,03	0,002	-0,396*
2.	Quelle est le plus haut niveau de formation académique que vous ayez terminé?	0,04	0,013	0,066*
3.	Revenu familial total pour 2001	0,05	0,011	0,105*
4.	Sexe	0,003	0,044	-0,001
5.	Êtes-vous né au Canada ou ailleurs?	-0,308	0,070	-0,081*
6.	Durée de résidence	0,04	0,017	0,044*
7.	Intérêt, discussion, devoir civique [†]	-0,328	0,027	-0,239*
8.	Importance du vote, devoir civique [†]	-0,253	0,026	-0,184*
9.	Compétitivité des partis [†]	0,02	0,026	0,020
10.	Inefficacité/cynisme/négativisme envers les partis [†]	0,02	0,026	0,022
11.	Confiance, représenté [†]	-0,05	0,026	-0,037
12.	Soutien des partis [†]	-0,05	0,026	-0,034
13.	Inscrit sur la liste	-0,774	0,065	-0,230*

[†] = cotes de facteurs
 * = statistiquement significatif p < 0,01
 données manquantes = données de substitution moyenne
 R² = 0,489
 N = 1 600

La série de régressions des tableaux 17 à 20 utilise les prédicteurs de vote/abstention que nous avons élaboré ci-dessus, aux élections fédérales de 2000, 1997 et 1993 ainsi qu'un indice composite de la fréquence de vote des répondants aux trois élections. Les catégories de cette variable de la fréquence de vote varient de 3, pour les personnes ayant voté aux trois élections, à 0 pour celles qui n'ont voté à aucune d'elles. Seulement les répondants admissibles à voter aux trois élections ont été inclus.

On constate de nombreuses similitudes entre les résultats des quatre analyses de régression, ce qui nous permet de déterminer les facteurs d'abstention les plus importants des récentes années. Dans les quatre cas, l'âge ressort comme le premier prédicteur de vote/abstention. Tel que mesuré par la variable Bêta, qui normalise les coefficients de régression mesurant le changement dans la variable dépendante produit par une unité de changement dans la variable indépendante, l'âge s'avère habituellement un coefficient sensiblement plus grand que le deuxième coefficient en importance. Dans le tableau 20, où la variable dépendante est la fréquence du vote aux trois dernières élections fédérales, son coefficient Bêta est de -0,396, alors que le coefficient du facteur suivant, les attitudes d'intérêt, de discussions et de devoir civique, est de -0,239. (Les signes négatifs sont simplement le résultat de l'orientation du codage des variables. L'âge est mesuré selon l'année de naissance, qui va de bas à haut. La fréquence de vote varie de 0 à 3. Le signe négatif du coefficient signifie donc que les personnes plus jeunes – donc nées plus tard – sont moins susceptibles d'avoir voté.)

Les deux facteurs se rattachant au sens du devoir civique ont des liens importants avec la participation électorale. Le facteur n°7 « **Intérêt, discussion, devoir civique** » est au deuxième rang pour prédire la fréquence de vote, et au troisième en 2000. L'autre facteur relié (n° 8), « **Importance du vote, devoir civique** », occupe la quatrième place comme prédicteur, la deuxième en 2000 et la quatrième en 1997 et 1993. Les autres facteurs attitudinaux tirés des analyses factorielles (n°s 9 à 12) ne sont pas statistiquement significatifs, sauf le facteur **confiance** en 2000, qui s'avère un faible prédicteur.

Un autre facteur prédictif d'importance, à savoir **le fait d'être sur la liste électorale en 2000**, mesure les effets administratifs. Ce facteur s'avère le quatrième en importance dans l'explication de la participation en 2000, mais semble aussi mesurer des effets qui étaient importants aux élections précédentes. Ce facteur est en fait le deuxième prédicteur de l'abstention en 1997, ainsi que le troisième dans la prédiction de la fréquence de vote aux trois élections. Bien qu'il puisse sembler bizarre que la non-inscription en 2000 soit un facteur important pour expliquer l'abstention aux élections antérieures, on doit se rappeler que la liste de 2000 a été dressée à partir du recensement de 1997. Cette variable ramène donc les difficultés administratives d'une période précédente et porte à croire que les mêmes personnes en subissent peut-être les conséquences de façon continue.

D'autres facteurs atteignent le seuil de signification statistique aux tableaux 17 à 20. Parmi les variables socio-démographiques, un **revenu plus élevé** est associé à une plus grande fréquence de vote et aussi à une participation aux élections de 1993, 1997 et 2000. Le fait d'être **nouvellement arrivé au Canada**, mesuré par la question de savoir si les répondants sont nés dans ce pays ou non, est associé à une plus faible participation. Il en va de même de la **mobilité géographique**, mesurée par la durée de résidence d'une personne dans son quartier ou sa collectivité. Enfin, à l'élection de 2000 où nous avons pu mesurer ce facteur, le fait d'être **contacté par les partis ou les candidats** est lié à une plus grande participation.

En reprenant le tableau 17 pour l'Ontario seulement, nous avons constaté que l'ordre et l'incidence approximative des prédicteurs significatifs de la participation sont les mêmes que ceux affichés dans ce tableau pour l'ensemble du pays. Ainsi, le fait que l'Ontario a enregistré une participation plus faible que la moyenne en 2000 n'est pas attribuable à un facteur inhabituel particulier à cette province.

4. Intérêt pour la politique

Tableau 21 « De manière générale, quel est votre intérêt pour la politique? »

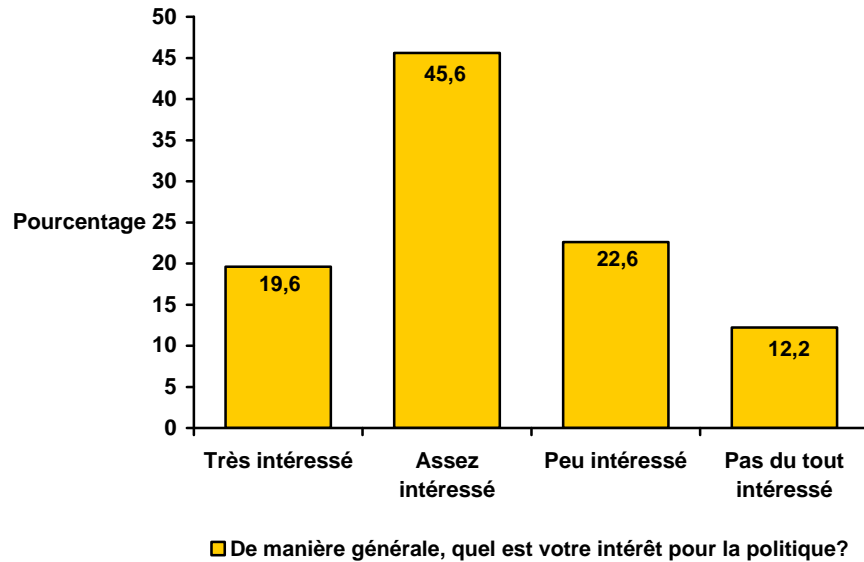
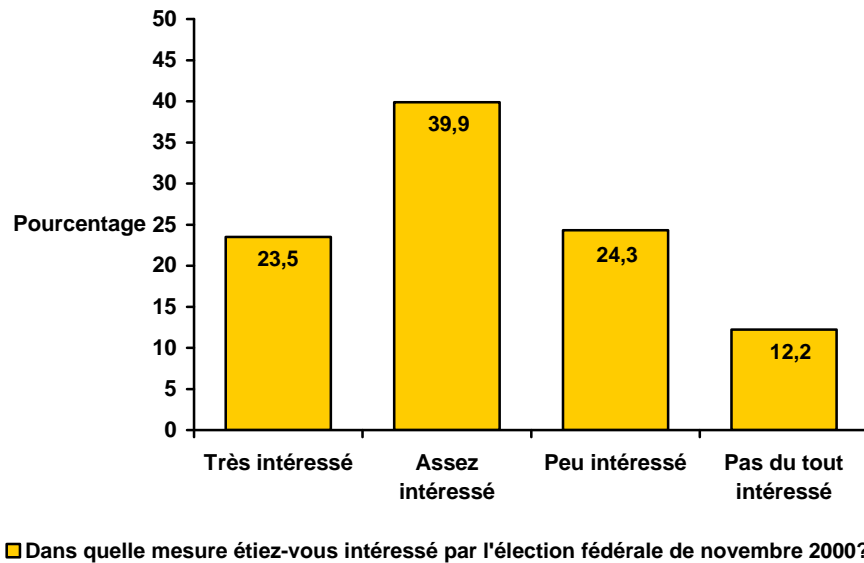


Tableau 22 « Dans quelle mesure étiez-vous intéressé par l'élection fédérale de novembre 2000? »



Nous avons vu que l'intérêt pour la politique et le devoir civique sont reliés, et qu'ils saturent tous deux un facteur commun (tableau 15). Dans les régressions des tableaux 17 à 20, ce facteur est l'un des prédictors de vote les plus puissants depuis 1993. Toutefois, comme l'indiquent les tableaux 21 et 22, les niveaux d'intérêt pour la politique et pour l'élection dans notre sondage de 2002 ne sont pas particulièrement faibles en termes absolus. Or, les deux questions sur l'intérêt pour la politique et l'élection ont été posées à tout l'échantillon, y compris lors de l'entrevue préliminaire, de sorte que notre échantillon est très grand et notre marge d'erreur est faible pour ces deux variables (tableaux 21 et 22). Dans l'ensemble, les niveaux d'intérêt général et d'intérêt pour l'élection sont très semblables : on compte un peu plus de personnes dans la catégorie « très intéressé » sur l'intérêt pour l'élection, et donc un peu moins dans la catégorie « assez intéressé ».

L'intérêt pour la politique et les élections a été mesuré, de façons différentes, dans toutes les Études sur l'élection canadienne (EEC). Dans les premiers sondages, l'échelle était une mesure de trois points du niveau d'intérêt du répondant pour la politique en général « lorsque la campagne en cours ne comporte pas de gros enjeux » et une mesure de quatre points sur le niveau d'attention portée à l'élection en question. Ces sondages, en 1979 et 1984, par exemple, démontrent constamment que l'intérêt pour les élections est plus élevé que l'intérêt pour la politique, reflétant l'effet de stimulation des campagnes. Dans ces années-là, environ le tiers de l'électorat se disait « très intéressé » par l'élection, 40 % « assez intéressé » et un peu moins de 30 % « un peu intéressé » ou « pas intéressé ». En général, les mesures d'intérêt révèlent qu'environ 40 % des électeurs disent avoir peu ou pas d'intérêt pour la politique, la majorité des autres affirmant « suivre la politique d'assez près » plutôt que très près. L'Étude sur l'élection canadienne 2000 a mesuré l'intérêt politique et électoral sur une échelle de 10, où la moyenne de l'intérêt pour l'élection était de 6,39 et de l'intérêt politique de 5,47. Les niveaux d'intérêt de l'EEC 1997 étaient de 5,81 pour l'intérêt électoral et de 5,38 pour l'intérêt politique. Ces résultats sont très similaires à l'ensemble des niveaux d'intérêt constatés dans le sondage de 2002 dont nous traitons ici.

Tableau 23 Intérêt pour l'élection de 2000 et la politique en général

	Total	Non-votants seulement
Intéressé* par la politique et l'élection	56,3	22,8
Pas intéressé† ni par l'un ni par l'autre	27,5	54,2
Intéressé par la politique, mais pas l'élection	9,0	18,4
Intéressé par l'élection, mais pas la politique	7,2	4,5
N =	5 544	1 083
* = « très » ou « assez » intéressé		
† = « peu » ou « pas du tout » intéressé		

Le tableau 23 brosse une image nationale de l'intérêt pour la politique et l'élection. Il révèle que plus de la moitié (56,3 %) des électeurs prétendent avoir été raisonnablement intéressés (au moins « assez ») à la politique en général et à l'élection de 2000. Plus du quart des citoyens (27,5 %) manifestent peu d'intérêt pour les deux. Enfin, 9 % disaient être intéressés par la politique mais pas l'élection et 7 % déclaraient le contraire.

Toutefois, l'image change considérablement lorsque nous isolons les non-votants de 2000. Dans ce groupe, plus de la moitié (54,2 %) affirment qu'ils n'étaient ni intéressés par la politique en général, ni par l'élection en particulier. Par ailleurs, 18,4 % étaient intéressés par la politique mais non par l'élection, ce qui porte à croire que le caractère particulier de l'élection, peut-être sa non-compétitivité perçue, a mené certaines personnes à considérer qu'il ne valait pas la peine de suivre la campagne et de voter. Le chiffre le plus intrigant du tableau 23 est le pourcentage des répondants qui disent avoir été intéressés par la politique et par l'élection, et qui n'ont pourtant pas voté. Le tableau 24 examine de plus près les raisons d'abstention indiquées par ces répondants.

Tableau 24 Principaux motifs d'abstention indiqués par ceux qui étaient intéressés par la politique et par l'élection (Première réponse seulement)

	Pourcentage
Désintérêt	
Non intéressé, ne s'en souciait pas; apathie	6,9
Vote inutile; ne compte pas; issue connue d'avance	7,3
Oublié; ne savait pas	1,9
	16,1
Négativisme	
N'aimait aucun des candidats/partis/enjeux	16,7
Manque de confiance envers les candidats/partis/chefs	7,2
Manque d'information sur les candidats/partis/enjeux	4,1
	28,0
Raisons personnelles/administratives	
Trop occupé par son travail/école/famille	19,2
Hors de la circonscription/province/pays	13,2
Problèmes d'inscription	7,9
Maladie, problèmes de santé	3,4
Ne savait pas où ni quand voter; problèmes de bureau de scrutin	6,3
Déménagement	1,9
	51,9
Autres	
Raisons religieuses	0,6
Autre; inclassable; vague; aucune	3,2
	3,8
N = 317	

La répartition des raisons d'abstention semble être très différente pour ce groupe par rapport au groupe total de non-votants dans le tableau 12. Dans ce tableau, on remarquait une division à parts à peu près égales entre trois catégories de motifs d'abstention : désintérêt; négativisme envers les partis, les candidats, etc.; et raisons personnelles ou administratives. Comme nous avons isolé les non-votants intéressés dans le tableau 24, on pourrait s'attendre à ce que cette catégorie de raisons diminue, et c'est effectivement le cas. Seulement 16,1 % des répondants mentionnent des raisons classées dans cette catégorie, et la plupart de ces raisons relevaient plus de la sous-catégorie « mon vote aurait été inutile » que de simples énoncés d'indifférence. Il est

surtout intéressant de constater, cependant, que le nombre de personnes citant des raisons de négativisme envers les institutions et les acteurs du système politique n'augmente pas. En fait, le nombre de personnes donnant comme premier motif d'abstention une raison de la catégorie personnelle/administrative atteint plus de la moitié du total. Ce groupe de répondants déclarait davantage avoir été trop occupé ou en déplacement, ou avoir eu des problèmes d'inscription, ou ne pas avoir su où ni quand voter. Nous reviendrons sur l'incidence des facteurs administratifs, mais nous pouvons d'ores et déjà noter qu'il serait peut-être possible à l'avenir de faire participer certains de ces non-votants intéressés.

Tableau 25 Niveau d'intérêt actuel comparativement à 10 ans plus tôt

	Pourcentage
Beaucoup plus intéressé à la politique maintenant qu'il y a 10 ans	17,5
Un peu plus intéressé à la politique maintenant qu'il y a 10 ans	18,4
Environ le même intérêt	37,5
Un peu moins intéressé à la politique maintenant qu'il y a 10 ans	12,0
Beaucoup moins intéressé à la politique maintenant qu'il y a 10 ans	16,4
N = 1 520	

Nous avons demandé aux répondants nés avant 1974, qui auraient pu participer aux élections fédérales depuis 1993 : « Essayez de vous reporter à il y a 10 ans et dites-nous si vous êtes plus intéressé à la politique, moins intéressé, ou aussi intéressé qu'avant ». Le tableau 25 montre que les répondants ont été plus nombreux à déclarer un intérêt accru que l'inverse. C'était à prévoir, dans la mesure où nous savons que l'intérêt et la participation sont au plus bas chez les plus jeunes (voir section précédente) et augmentent avec le temps. Cependant, pas moins de 28,4 % des 28 ans et plus se disent moins intéressés par la politique; et 16,4 % d'entre eux indiquent qu'ils sont « beaucoup moins intéressés maintenant... qu'il y a 10 ans », contre 12 % qui se disent juste « un peu moins intéressés ». Lorsque nous corrélons les variables démographiques avec la variable « changement dans l'intérêt », il appert que les femmes et les personnes à revenu plus élevé déclarent plus souvent un accroissement d'intérêt pour la politique au cours des 10 dernières années, tout comme les personnes qui ont résidé au même endroit pendant plus longtemps. Toutefois, aucune de ces corrélations n'est puissante.

Tableau 26 Raisons de la hausse d'intérêt pour la politique (Question ouverte; réponses multiples; % des répondants)

	Pourcentage
Évolution personnelle	
Plus âgé	35,9
La politique a pris plus de signification	15,2
Sensibilisation accrue; études	14,3
Davantage de temps maintenant	8,2
Préoccupé par l'avenir/génération montante	5,8
A vu une occasion de contribuer, de participer	5,7
	85,1
Préoccupations accrues face aux politiques	
Augmentation générale des préoccupations d'ordre politique; effets accrus des politiques	7,9
Politique sociale	7,9
Politique économique; économie	6,4
Politique étrangère	0,7
	22,9
Actualité politique	
N'aime pas ce qui se fait; gouvernement	9,7
Soutient les nouvelles mesures; changements; gouvernement	2,5
Autre raison politique	1,8
	14,0
Autre; vague	
	3,2
N = 535	

Tableau 27 Raisons de la baisse d'intérêt pour la politique (Question ouverte; réponses multiples; % de répondants)

	Pourcentage
Attitudes politiques	
Néguvisme envers les politiciens (fausses promesses; malhonnêteté; égoïsme; manque de maturité/de professionnalisme; corruption)	19,3
Le vote n'a pas d'importance; n'a pas d'effet; est inutile	17,7
Manque de confiance dans les conditions/partis/gouvernement	14,5
Les partis sont tous pareils; aucun choix	9,4
Manque de compétition entre les partis; problèmes avec les partis	9,3
Pas concerné par enjeux/programmes de partis	8,0
L'intérêt du public est négligé	7,7
N'aime pas les chefs	2,2
Mécontentement régional	2,1
	90,2
Raisons personnelles	
Trop occupé; autres priorités	12,5
Apathique; indifférent	7,9
Désillusionné; cynique	4,9
	25,3
Autre; vague	
	4,3
N = 419	

Nous avons interrogé les répondants sur l'évolution de leur intérêt pour la politique au cours des 10 dernières années, notamment pour étudier les raisons des changements au moyen d'une question ouverte. Ces raisons sont présentées aux tableaux 26 et 27. Les raisons de la hausse et de la baisse d'intérêt sont profondément différentes. Pour le groupe qui indique une augmentation de l'intérêt pour la politique (tableau 26), l'**évolution personnelle** se révèle la principale raison. Les répondants indiquent que le simple fait de vieillir a contribué à les intéresser. La politique a pris une plus grande signification depuis qu'ils sont propriétaires, contribuables, parents ou membres de la population active. Certains ont mentionné les effets de l'éducation. D'autres ont simplement indiqué qu'ils avaient plus de temps pour s'occuper de politique. D'aucuns s'inquiétaient pour l'avenir – pour eux-mêmes ou la jeune génération. Certains ont vu de plus grandes possibilités d'action sociale qu'auparavant, ou s'étaient engagés en politique et avaient trouvé cela stimulant. Certains répondants ont parlé d'une conscience accrue des politiques concernant divers domaines, ou d'une sensibilité accrue à de nouvelles mesures politiques, principalement des mesures qu'ils désapprouvaient. En somme, les raisons données correspondent exactement à ce que laisse prévoir la socialisation politique au cours du cycle de vie.

Les raisons personnelles invoquées ci-dessus pour l'accroissement de l'intérêt politique contrastent avec les raisons fournies par les répondants qui ont indiqué une diminution d'intérêt au cours des 10 dernières années. Dans le tableau 27, la plupart des répondants donnent des raisons liées aux **attitudes politiques** pour expliquer ce changement. En tête de liste viennent les jugements négatifs sur les politiciens : fausses promesses, malhonnêteté, égoïsme, manque de maturité ou de professionnalisme, et corruption. D'autres catégories de ce tableau sont de même

nature – manque de confiance dans les candidats, les partis et le gouvernement, ou rejet des chefs. Un deuxième thème sous-jacent de ces réponses est l’inutilité du vote : voter ne donne rien, les partis sont tous pareils ou ne sont pas compétitifs. Certains des non-votants ne se sentent pas concernés par les enjeux ou les programmes des partis. Ces réponses reflètent un malaise général au sein du quart de la population face à ceux qui conduisent la vie politique moderne au Canada. Une minorité de ceux qui déclarent une baisse d’intérêt pour la politique invoquent des raisons personnelles : la réponse « trop occupé » arrive au premier rang, certains répondants citant d’autres priorités comme le travail ou les obligations familiales.

Tableau 28 « Qu’est-ce qui pourrait, au cours des prochaines années, accroître votre intérêt pour la politique? » (Question ouverte; réponses multiples)

	% de répondants	% de moins intéressés	% de non-votants de 2000
Système politique			
Nouveaux candidats	12,7	12,5	11,9
Nouveaux partis/programmes	10,9	12,2	7,4
Nouveaux chefs	7,2	7,9	5,3
Plus de compétition/choix/opposition	6,8	6,7	3,3
Nouveau gouvernement	3,7	3,3	1,8
Élection/changement de système électoral	3,2	3,3	3,1
	44,5	45,9	32,8
Comportement des politiciens			
Plus d’honnêteté; de responsabilité; d’obligation de rendre compte	10,6	12,0	11,3
Davantage de contact avec l’électorat	6,4	7,9	7,5
Changement d’attitude	6,4	8,9	7,0
Plus de résultats; nouvelle orientation	2,6	1,4	2,1
	26,0	30,2	27,9
Politiques			
Plus d’accent sur la politique sociale	11,1	10,6	10,9
Plus d’accent sur la politique économique	6,6	8,2	6,1
Autres/meilleurs enjeux; autres politiques	6,3	6,0	7,1
Plus d’accent sur la politique étrangère	1,1	0,3	1,2
	25,1	25,1	25,3
Changements personnels			
Obtenir plus d’information	7,1	2,7	10,0
Âge; temps; évolution personnelle	4,7	1,7	5,0
Davantage concerné; intérêt	2,2	1,1	2,6
	14,0	5,5	17,6
Autre			
Une crise nationale majeure	1,3	0,5	1,5
Autre; inclassable	3,0	2,7	3,5
	4,3	3,2	5,0
Rien/ne sait pas	9,6	11,2	13,1
N =	1 869	449	899

Qu'est-ce qui pourrait raviver l'intérêt pour la politique? Nous avons justement posé la question à tous les répondants : « Qu'est-ce qui pourrait, au cours des prochaines années, accroître votre intérêt pour la politique? » Le tableau 28 présente un résumé des résultats, pour l'ensemble des répondants, puis pour deux sous-groupes : ceux qui ont dit être moins intéressés par la politique qu'il y a 10 ans et ceux qui n'ont pas voté à l'élection de 2000. Signalons d'abord, au bas du tableau, que seulement 9,6 % de l'ensemble des répondants ont affirmé que « rien » ne pourrait *accroître* leur intérêt et qu'en outre certains d'entre eux étaient déjà très intéressés. Nous pouvons conclure, du moins d'après ces données, que peu de Canadiens sont à ce point détachés du monde de la politique qu'ils ne peuvent imaginer aucun facteur susceptible d'augmenter leur intérêt. Or, une hausse d'intérêt pour la politique mènera sans doute à un regain d'intérêt pour le vote, à l'occasion de scrutins futurs.

Les changements qui pourraient améliorer l'intérêt pour la politique sont résumés au tableau 28 sous les titres « **Système politique** », « **Comportement des politiciens** », « **Politiques** » et « **Changements personnels** ». Les plus importants sont ceux du groupe « **Système politique** ». Une infusion de « sang neuf » – nouveaux candidats, nouveaux chefs, partis nouveaux ou renouvelés, nouveaux programmes – contribuerait grandement à éveiller l'intérêt, affirme le public. Une situation politique plus compétitive, avec une opposition plus forte ou des courses électorales plus équilibrées, serait également souhaitable. Enfin, un petit nombre de répondants seraient en faveur d'une réforme du système électoral lui-même ou de certains aspects de la législation. Au total, près de la moitié de l'ensemble des répondants et de ceux qui se disent moins intéressés qu'avant ont indiqué qu'un changement dans la catégorie **système politique** stimulerait leur intérêt pour la politique, et un tiers des non-votants de 2000 ont fait de même. Comme la situation politique actuelle amènera en scène plusieurs nouveaux chefs de parti et bon nombre de nouveaux candidats à la prochaine élection fédérale, on peut s'attendre, si l'on se fie aux réponses du sondage, à ce que l'intérêt pour l'élection 2004–2005 soit plus fort que pour celle de 2000, ce qui pourrait entraîner une légère remontée du taux de participation.

Les autres changements mentionnés par les répondants au tableau 28 sont un peu plus problématiques. Un peu plus du quart des répondants ont demandé un changement dans le **comportement des politiciens** : plus d'honnêteté, de responsabilité, d'obligation de rendre des comptes, d'écoute, etc. Ces attitudes découlent sans doute davantage du cynisme et du négativisme du public que des actes ou omissions des élus, dont la plupart font actuellement de leur mieux pour rendre des comptes, être à l'écoute, honnêtes, etc. De même, les politiciens répondraient probablement que les changements en matière de **politiques** indiqués dans la catégorie suivante de réponses font déjà l'objet d'une bonne partie de leur activité. La **politique sociale** est en tête de liste des préoccupations, mais la « politique de la santé » était déjà l'enjeu dominant de l'élection de 2000, alors que les niveaux d'intérêt et de participation étaient faibles. Il reste que la politique de la santé reviendra au cœur des débats dans les prochaines années, par suite de la publication du rapport de la commission royale, et les nouveaux chefs de parti ainsi que les aspirants chefs pourraient épouser de nouvelles idées dans ce domaine et stimuler l'intérêt du public. Enfin, certains répondants ont répondu de façon différente, citant des facteurs qui pourraient changer dans leur propre vie pour les inciter à s'intéresser davantage à la politique. La réponse la plus fréquente a été le fait de s'informer ou de s'instruire davantage en matière politique, mais certains avaient aussi l'impression que le fait d'avoir plus de temps ou d'être plus âgé leur offrirait plus d'occasions de s'engager.

Les schèmes généraux des réponses du tableau 28 sont pour la plupart reflétés dans les réponses du sous-groupe dont l'intérêt a baissé et de celui des non-votants de 2000. Une différence à signaler, toutefois : les non-votants de 2000 étaient moins susceptibles de donner des réponses dans la catégorie **système politique** que les votants de cette élection. La différence est appréciable. Puisque le groupe des non-votants est le principal objet d'examen du présent rapport, nous devons, à la lumière de ces données, tempérer notre conclusion ci-dessus selon laquelle l'arrivée en scène de nouveaux chefs de parti et candidats augmenterait l'intérêt du public et le taux de participation, car ce groupe clé est moins susceptible d'être touché par ces changements que la moyenne des citoyens.

5. Le sens du devoir civique

Le devoir civique est le sentiment que la participation est bonne en soi, ou contribue à la santé générale de la société, et ne nécessite pas de justification pratique. Celui qui vote par devoir n'a pas besoin d'être attiré aux urnes par une brochette attrayante de candidats, de partis ou de politiques, ni par une course serrée qui donnerait plus de poids à son vote. L'électeur consciencieux motivé par le devoir civique estime que l'exercice du droit de vote est important en soi.

Tableau 29 Sens du devoir civique en fonction du vote à l'élection fédérale de 2000 (Pourcentages des colonnes)

		Total	Votants 2000	Non-votants 2000	IRPP 2000
Selon vous, dans quelle mesure est-il important de voter aux élections?	Essentiel	36,2	55,9	19,2	41
	Très important	37,6	37,9	37,3	43
	Peu important	20,5	5,4	33,6	12
	Pas du tout important	5,7	0,8	9,9	3
			V = 0,475 (p<0,000)		
			N = 2 029		N = 1 278

Ainsi conceptualisé, on peut mesurer le sens du devoir civique par la question du tableau 29 : « Selon vous, dans quelle mesure est-il important de voter aux élections? » Les choix de réponses allaient de « Essentiel » à « Pas du tout important » afin de permettre une comparaison avec une question du sondage IRPP de 2000 (Paul Howe et David Northrup, « Strengthening Canadian Democracy », *Enjeux publics*, juillet 2000, Institut de recherche en politiques publiques, Montréal, p. 25). Malheureusement, les deux questions ne sont pas identiques : en anglais, le dernier choix de réponse du présent sondage se lisait « Not at all important » (pas du tout important), alors que l'IRPP avait utilisé « Not all that important » (pas tellement important). Nous présentons malgré tout les données comparatives dans le tableau 29 et concluons que l'importance perçue du vote en 2002 est semblable à celle de 2000, car le sondage de 2002 comprend 50 % de non-votants, et les non-votants sont moins susceptibles d'attacher de l'importance au vote. Le sondage de l'IRPP ne contenait pas de suréchantillon de non-votants.

Le tableau 29 montre qu'une forte majorité de Canadiens considèrent l'exercice du droit de vote comme « essentiel » ou « très important ». Un quart seulement de l'ensemble des répondants le jugent « peu important » ou « pas du tout important ». Les données du tableau révèlent cependant une forte corrélation entre le fait d'avoir le sens du devoir civique et le fait d'avoir voté en 2000. Presque tous les votants considèrent le devoir civique comme au moins « très important » sinon « essentiel », alors que les non-votants affichent un sens du devoir civique beaucoup plus faible. Nous avons déjà vu aux tableaux 17 à 20 que les deux facteurs liés au devoir civique (7 et 8 dans les tableaux) sont parmi les principaux prédictors de la participation aux élections récentes.

Tableau 30 Prédicteurs du sens du devoir civique (Régression multiple)

	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés
	B	Erreur-type	Bêta
Quelle est votre année de naissance?	0,01	0,002	0,215*
Quel est le plus haut niveau de formation académique que vous avez terminé?	-0,04	0,014	-0,099*
Revenu total de votre foyer pour 2001	-0,02	0,011	-0,064*
Sexe	-0,09	0,048	-0,054
Êtes vous nés au Canada ou ailleurs?	0,03	0,078	0,012
Durée de résidence	-0,006	0,018	-0,010
Inefficacité/cynisme/négativisme envers les partis [†]	-0,09	0,024	-0,106*
Confiance, représenté [†]	0,107	0,025	0,119*
Soutien des partis [†]	0,207	0,025	0,227*
Participation active [†]	0,161	0,026	0,180*
Participation passive [†]	0,08	0,023	0,101*

[†] = cotes de facteurs
* = statistiquement significatif p < 0,01
R² = 0,216
N = 1 108

Quels facteurs peuvent être reliés au sens du devoir civique? Lorsque nous désignons le sens du devoir civique comme la variable dépendante – l'élément à expliquer – nous voyons les résultats au tableau 30. En choisissant les éléments de cette régression, nous avons écarté les variables, comme l'intérêt pour la politique, qui font eux-mêmes partie des facteurs du devoir civique (tableau 15). Toutefois, nous avons utilisé l'efficacité, la confiance et le soutien des partis (tableau 16), qui se révèlent des prédicteurs importants du devoir civique au tableau 30. En particulier, une attitude positive concernant la capacité des partis de « représenter les intérêts des citoyens », « fournir de bons plans à propos de nouvelles politiques » et « parler des problèmes auxquels les électeurs s'intéressent » constitue le meilleur prédicteur du devoir civique (Bêta = 0,227*). Les facteurs représentant des sentiments de confiance et d'efficacité politiques sont importants aussi, mais à des degrés moindres. Parmi les variables socio-démographiques, les personnes plus âgées et plus scolarisées ont un sens plus aigu du devoir civique, ce qui laisse supposer que cette qualité augmente avec l'âge et l'instruction.

6. L'efficacité du vote et la compétitivité des partis

Nous avons vu plus haut les résultats de mesures de ces deux concepts connexes. L'analyse factorielle du tableau 15 révélait que les opinions sur la compétitivité des partis à l'échelle nationale et dans la circonscription du répondant étaient étroitement liées (elles formaient le facteur 3). De même, les opinions sur l'élément « les chances pour que votre vote fasse une différence » à l'échelle du pays ou de la circonscription constituent la majeure partie du facteur 2. Dans les régressions qui ont suivi, ces deux facteurs ont servi de prédicteurs de vote/abstention (tableaux 17 à 20). Le fait d'estimer que le vote avait de l'importance (combiné au facteur du « devoir civique ») constituait un prédicteur statistiquement significatif du fait d'avoir voté, mais pas l'évaluation de la compétitivité des partis.

Il est utile d'examiner ces éléments de plus près, car ils reflètent la façon dont les Canadiens évaluaient la situation politique au Canada à l'élection de 2000. Beaucoup d'observateurs ont souligné que la « dominance régionale » de certains partis créait une impression de non-compétitivité à l'échelle nationale. En outre, dans un grand nombre de circonscriptions partout au pays, l'écart entre le candidat gagnant et son plus proche concurrent est assez grand pour que les votants potentiels aient pu sentir que leur vote ne changerait pas grand-chose au résultat final. Bien entendu, ceux qui manifestaient un haut niveau d'intérêt politique ou de « sens du devoir civique » étaient susceptibles de voter malgré tout, mais les personnes manifestant plus faiblement ces attitudes peuvent avoir jugé qu'il ne valait pas la peine de voter.

Tableau 31 « Votre vote a-t-il fait une différence à l'échelle du pays? » (en pourcentage)

	Voté en 2000?		Total
	Oui	Non	
Une grande	14,4	7,0	10,4
Une certaine	22,7	18,9	20,6
Une petite	34,9	33,4	34,1
Aucune	28,0	40,8	34,9
	100,0	100,0	100,0
V = 0,116 p < 0,000			

Tableau 32 « Votre vote a-t-il fait une différence dans votre circonscription? » (en pourcentage)

	Voté en 2000?		Total
	Oui	Non	
Une grande	23,1	10,1	16,2
Une certaine	32,3	22,9	27,3
Une petite	26,1	34,4	30,5
Aucune	18,5	32,7	26,1
	100,0	100,0	100,0
V = 0,243 p < 0,000			

Tableau 33 « Les partis étaient-ils compétitifs à l'échelle nationale? » (en pourcentage)

	Voté en 2000?		Total
	Oui	Non	
Très compétitifs	21,2	20,5	20,8
Assez compétitifs	39,5	42,8	41,2
Peu compétitifs	29,1	20,9	24,8
Pas du tout compétitifs	10,3	15,9	13,2
	100,0	100,0	100,0
V = 0,116 p < 0,000			

Tableau 34 « Les partis étaient-ils compétitifs dans votre circonscription? » (en pourcentage)

	Voté en 2000?		Total
	Oui	Non	
Très compétitifs	16,6	14,7	15,7
Assez compétitifs	40,9	41,7	41,3
Peu compétitifs	31,4	25,4	28,3
Pas du tout compétitifs	11,1	18,2	14,7
	100,0	100,0	100,0
V = 0,111 p < 0,000			

Les tableaux 31 et 32 révèlent qu'une majorité significative des répondants jugeaient que leur vote ferait peu ou pas de différence à l'échelle du pays et de leur circonscription. Ce sentiment d'inutilité était plus fort à l'échelle du pays, comme on pouvait s'y attendre, compte tenu du grand nombre de votes en jeu. Les réponses concernant les circonscriptions sont peut-être plus révélatrices. Ici, le sentiment d'inutilité est ressenti de façon particulièrement forte par ceux qui n'ont pas voté. Le tableau 32 indique que les deux tiers des non-votants, contre moins de la moitié (44,6 %) des votants, avaient l'impression que leur vote compterait peu ou pas au niveau local. D'une certaine façon, le fait que tant de Canadiens aient voté en pensant que leur suffrage avait peu de chance de peser dans la balance témoigne éloquemment de leur sens du devoir civique.

Si de nombreux citoyens ont l'impression que leur vote ne compterait pas beaucoup dans le résultat final, cette opinion n'est pas généralement accompagnée de jugements négatifs sur la compétitivité des partis. Les tableaux 33 et 34 montrent que des majorités substantielles, même de non-votants, trouvaient les partis compétitifs, quoique les répondants les qualifiaient plus volontiers d'« assez compétitifs » plutôt que « très compétitifs ». La signification de « assez compétitifs » est sujette à interprétation; il se pourrait qu'elle n'indique pas un niveau particulièrement élevé de compétitivité perçue.

Nous avons exploré d'autres corrélations potentielles de ces attitudes (données non présentées). Dans le cas des sentiments d'efficacité du vote et de compétitivité des partis, les principaux prédicteurs significatifs étaient les cotes de facteurs mesurant les attitudes liées à l'inefficacité, à la confiance et au soutien des partis (tableaux 17 à 20, prédicteurs 10 à 12). Comme nous savions déjà qu'il y avait corrélation entre ces facteurs, cette constatation présente peu d'intérêt pour notre étude.

7. Le capital social

Le *capital social* est un terme général englobant diverses formes de participation active dans la vie collective ainsi que des attitudes axées sur le bien général de la collectivité, par opposition au gain individuel. Il vaut donc la peine d'examiner le capital social pour explorer la place du vote dans la panoplie des activités de participation. Certains avancent que le vote en tant qu'acte politique ne revêt peut-être pas autant d'importance que par le passé parce que de nouvelles activités attirent les gens; en d'autres termes, les non-votants seraient peut-être engagés dans des activités politiques plus pertinentes. Selon une vision plus sceptique, les non-votants seraient également moins actifs en ce qui concerne d'autres activités et attitudes participatives.

L'examen approfondi de ce sujet n'entre pas dans notre propos, mais nous pouvons jeter un premier regard sur la vraisemblance des deux positions ci-dessus en observant simplement de quelle façon les votants et les non-votants diffèrent sur d'autres activités et attitudes participatives. Comme cela implique plusieurs groupes de questions, les quatre tableaux de cette section comparent des moyennes plutôt que des pourcentages afin de présenter l'information sous forme de résumé.

Le tableau 35 mesure l'appartenance à diverses organisations sur une échelle de 1 à 3, où 1 correspond aux membres actifs, 2 aux membres non actifs et 3 aux non-membres. Selon cette mesure, les niveaux de participation de la plupart des répondants sont plutôt faibles. Toutefois, dans le cas de chaque groupe mentionné, les votants de 2000 sont plus susceptibles d'être membres que les non-votants.

On constate le même résultat général au tableau 36, qui donne des notes moyennes (sur une échelle de 4) sur l'engagement dans diverses activités participatives. On demandait aux gens s'ils avaient participé à une des activités depuis un an, dans un passé plus éloigné, s'ils pourraient y participer un jour, ou s'ils ne le feraient jamais. Nous avons vu ces activités dans le tableau 30, groupées comme « participation active » et « participation passive »; elles sont traitées séparément au tableau 36. Qu'elles soient actives (pétitions, boycottages, manifestations, assemblées) ou passives (lettres, appels, Internet), les votants y participent clairement plus que les non-votants.

De même, lorsqu'on examine la consommation des médias en général dans le tableau 37, les votants sont plus actifs. Ils sont plus susceptibles que les non-votants de lire les journaux, suivre l'actualité à la radio ou à la télévision et chercher de l'information sur Internet. Les différences sont parfois très faibles (pour Internet, par exemple) et parfois très grandes (journaux), mais la concordance des résultats montre clairement que les personnes qui n'ont pas participé aux élections de 2000 sont moins susceptibles de participer à d'autres activités.

Ainsi, dans la mesure où bon nombre d'activités participatives et de groupes contribuent au capital social, les non-votants participent globalement moins à la vie collective que les votants. Les non-votants ne compensent pas leur manque de participation électorale par d'autres activités politiques « plus pertinentes ». Ils se distancient plutôt de la sphère publique de plusieurs façons. En outre, le tableau 38 révèle qu'ils se tiennent psychologiquement à distance de toutes les unités territoriales de la société canadienne. Lorsqu'on leur demande s'ils se sentent près de divers endroits, les votants se sentent plus près que les non-votants de leur quartier, leur ville, leur province, leur pays, leur continent et le pays de leurs ancêtres. Le vote fait donc partie d'un engagement psychologique et comportemental envers la collectivité. Les citoyens qui n'exercent pas leur droit de vote au Canada se montrent moins engagés envers la collectivité canadienne.

Tableau 35 Niveau de participation

Avez-vous voté à la dernière élection fédérale en 2000?		Un parti ou une association politique	Un syndicat ou une association professionnelle	Une église ou un autre organisme religieux	Un groupe sportif ou un club de loisirs	Une œuvre de bienfaisance ou un club philanthropique	Une association ou un groupe du quartier	Un groupe artistique, musical ou culturel
Oui	Moyenne/3	2,79	2,38	2,15	2,15	2,37	2,55	2,61
	Écart-type	0,51	0,84	0,88	0,95	0,87	0,77	0,74
Non	Moyenne/3	2,93	2,53	2,46	2,30	2,59	2,71	2,70
	Écart-type	0,28	0,78	0,78	0,91	0,75	0,64	0,67
Total	Moyenne/3	2,87	2,46	2,32	2,23	2,49	2,64	2,66
	Écart-type	0,41	0,81	0,84	0,93	0,82	0,71	0,71

Niveau de participation 1 « élevé », 3 « faible » voir texte.

Tableau 36 Types d'actions participatives

Avez-vous voté à la dernière élection fédérale en 2000?		Signer une pétition	Se joindre à un boycottage	Participer à une manifestation	Écrire une lettre à un journal	Appeler à une émission-débat	Participer à une assemblée politique	Participer à une discussion politique ou à un groupe de discussion sur Internet
Oui	Moyenne/4	1,83	3,14	3,13	2,99	3,48	2,75	3,60
	Écart-type	0,91	0,92	0,99	0,91	0,83	1,02	0,75
Non	Moyenne/4	2,06	3,39	3,22	3,14	3,58	3,28	3,65
	Écart-type	0,99	0,82	0,90	0,86	0,72	0,88	0,69
Total	Moyenne/4	1,95	3,28	3,18	3,07	3,54	3,04	3,62
	Écart-type	0,96	0,87	0,94	0,89	0,78	0,98	0,72

Niveau de participation 1 « élevé », 4 « faible » voir texte.

Tableau 37 Fréquence des activités

Avez-vous voté à la dernière élection fédérale en 2000?		Chercher de l'information sur Internet	Regarder les nouvelles à la télévision	Écouter les nouvelles ou les émissions d'actualité à la radio	Lire les journaux
Oui	Moyenne/4	2,47	1,38	1,63	1,68
	Écart-type	1,19	0,73	0,99	0,89
Non	Moyenne/4	2,51	1,70	1,95	2,05
	Écart-type	1,19	0,90	1,11	0,98
Total	Moyenne/4	2,49	1,55	1,80	1,88
	Écart-type	1,19	0,84	1,07	0,96

Niveau de participation 1 « élevé », 4 « faible » voir texte.

Tableau 38 Vous sentez-vous près de :

Avez-vous voté à la dernière élection fédérale en 2000?		Votre quartier	Votre ville	Votre province	Le Canada	L'Amérique du Nord	Le pays de vos ancêtres
Oui	Moyenne/4	1,85	1,86	1,94	1,74	2,22	2,48
	Écart-type	0,82	0,79	0,82	0,90	0,91	1,07
Non	Moyenne/4	2,24	2,24	2,28	2,09	2,49	2,66
	Écart-type	0,96	0,95	0,94	1,01	1,00	1,11
Total	Moyenne/4	2,06	2,06	2,12	1,92	2,36	2,58
	Écart-type	0,92	0,90	0,91	0,98	0,97	1,10

Niveau de proximité 1 « très près », 4 « pas près » voir texte.

8. La réforme électorale

Trois questions du sondage portaient sur les attitudes en matière de réforme électorale. Une des raisons avancées pour expliquer une partie de la diminution de la participation électorale est la désaffection de la population envers le système uninominal majoritaire à un tour, à cause duquel certains partis peuvent se trouver incapables de remporter le nombre de sièges correspondant au pourcentage de votes reçus. Les défenseurs des systèmes de représentation proportionnelle font valoir que ceux-ci donnent une image plus juste, au Parlement, du soutien accordé aux partis. Ils contribueraient ainsi à maintenir l'intérêt et la participation de la population en assurant une représentation équitable et en donnant aux petits partis la possibilité de faire élire des membres, même s'ils ne peuvent espérer former eux-mêmes le gouvernement.

Tableau 39 Satisfaction envers le système électoral actuel, en fonction du vote de 2000 (en pourcentage)

	Voté en 2000?		Total
	Oui	Non	
Très satisfait	32,8	24,9	28,7
Assez satisfait	47,9	55,5	51,9
Peu satisfait	12,3	12,8	12,6
Pas du tout satisfait	7,0	6,7	6,9
	100,0	100,0	100,0
V = 0,091 p < 0,001			

Tableau 40 Appui à la représentation proportionnelle, en fonction du vote de 2000 (en pourcentage)

	Voté en 2000?		Total
	Oui	Non	
Entièrement d'accord	29,0	20,5	24,5
Passablement d'accord	42,4	50,8	46,9
Passablement opposé	17,7	19,5	18,7
Entièrement opposé	10,9	9,2	10,0
	100,0	100,0	100,0
V = 0,110 p < 0,000			

Tableau 41 Appui au vote obligatoire, en fonction du vote de 2000 (en pourcentage)

	Voté en 2000?		Total
	Oui	Non	
Entièrement d'accord	22,3	11,9	16,7
Passablement d'accord	25,5	20,5	22,8
Passablement opposé	22,0	23,9	23,0
Entièrement opposé	30,2	43,7	37,4
	100,0	100,0	100,0
V = 0,177 p < 0,000			

Le tableau 39 montre la réaction des répondants lorsqu'on leur demandait s'ils étaient satisfaits du système électoral canadien. La question était précédée d'un court préambule expliquant qu'aux élections canadiennes, « les gens votent dans une circonscription électorale, et le candidat ayant obtenu le plus de vote gagne ». Cette formulation assurait que les gens portaient leur attention sur le fonctionnement du système électoral actuel au moment de répondre. Les résultats révèlent qu'une assez faible minorité (moins de 20 %) est insatisfaite du système actuel. La majeure partie de la population se dit « assez satisfaite ». Ceux qui ont voté en 2000 sont un peu plus portés à se déclarer « très satisfaits » que ceux qui n'ont pas voté. Les non-votants ne sont pas plus susceptibles que les votants d'être insatisfaits du système électoral actuel.

Être satisfait du système majoritaire uninominal n'équivaut pas à rejeter sa principale solution de remplacement. Le tableau 40 indique qu'un quart des Canadiens sont « entièrement d'accord » pour qu'un système de représentation proportionnelle (RP) soit introduit au niveau fédéral; près de la moitié des répondants (46,9 %) sont « passablement d'accord » avec l'idée d'introduire la RP. (Ces calculs ne tiennent pas compte des quelque 10 % des répondants ayant déclaré qu'ils ne savaient pas, qu'ils ne voulaient ni la RP ni le système actuel, ou que « cela dépend ». Une telle indécision n'est pas inhabituelle lorsqu'une institution non familière est proposée pour la première fois.)

L'ensemble des réponses à ces deux questions porte à croire que le public tient au système majoritaire uninominal, mais est intéressé à explorer certains éléments d'un système de représentation proportionnelle. Cela revient peut-être à appuyer un système « mixte », comme ceux de l'Allemagne ou de la Nouvelle-Zélande, qui permet à certains députés d'être élus dans des circonscriptions sous le système majoritaire uninominal, et d'autres par RP. Toutefois, la présente enquête n'a pas exploré directement la question de l'appui à ce système ou à d'autres variantes.

Un autre remède proposé pour contrer la baisse de la participation électorale est le vote obligatoire. Ce type de loi, en vigueur en Australie, en Belgique, au Brésil et ailleurs, impose une amende à tout citoyen qui n'a pas voté. Le tableau 41 indique que l'idée du vote obligatoire n'est pas très populaire au Canada. Une majorité des répondants s'y opposent, souvent de façon vigoureuse. Les non-votants y sont naturellement plus hostiles que les votants.

Nous avons examiné, par une analyse de régression multiple, la possibilité que les prédicteurs que nous utilisons (par exemple, au tableau 20) puissent avoir des liens importants avec l'appui à ces réformes électorales (données non présentées). En général, les relations sont faibles, et très peu d'écarts trouvent explication. Ainsi, l'ensemble des prédicteurs utilisés dans bon nombre des régressions de ce rapport n'explique que 2 % de l'écart concernant ceux qui appuient la RP. Quelques liens faibles apparaissent : la RP est plus favorisée par ceux qui sont nés hors du Canada, les femmes, les personnes à revenu plus élevé et les personnes à faible efficacité politique.

9. Les jeunes et l'éducation

Le lien entre l'âge et l'abstention est souvent mentionné dans les pages précédentes. Le tableau 14, par exemple, révèle que la participation des cohortes récentes de jeunes électeurs aux élections fédérales était particulièrement faible. L'âge était le plus puissant prédicteur du vote aux tableaux 17 à 20, qui traitent d'un grand éventail de facteurs. L'âge est aussi un prédicteur important du développement du sens du devoir civique (tableau 30). Et on verra un peu plus loin, dans une section sur les cohortes d'âge, une large gamme d'effets additionnels de l'âge sur d'autres variables.

Il semble donc naturel de se pencher directement sur l'abstention chez les jeunes. Dans le sondage, une question ouverte était posée à tous les répondants : « On a souvent observé que les jeunes étaient moins susceptibles de voter que les personnes plus âgées. Selon vous, pourquoi est-ce ainsi? » Les réponses (tableau 42) forment deux grandes catégories, celles reliées au manque d'intégration des jeunes dans le système politique, et celles suggérant que le problème découle des attitudes fondamentales d'apathie ou de méfiance des jeunes envers la politique.

Tableau 42 Raisons perçues de la faible participation des jeunes (Question ouverte; réponses multiples)

	Moins de 25 ans	25 ans et plus
Non intégrés		
Éloignés de la politique en raison de l'âge; ne pas se sentir représenté, lié	40,4	36,6
Manque d'information, de compréhension, de connaissances	33,9	27,1
Manque d'encouragements	2,0	4,2
Trop occupé, trop mobile	3,3	3,2
	79,6	71,1
Désengagement		
Désintérêt, apathie	31,3	30,4
Néguvisme, cynisme, désillusion	9,2	13,5
Méfiance envers les systèmes/politiciens	6,7	8,7
Irresponsabilité, rébellion, paresse	4,3	6,4
	51,5	59,0
Autre	1,8	3,5
Ne sait pas	0,0	0,4
N =	386	1 420

Ces deux catégories de réponses sont constituées d'explications populaires du faible taux de participation chez les jeunes (les réponses multiples étaient permises). Il appert, toutefois, que la plupart des Canadiens pensent que les jeunes ne votent pas parce qu'ils se sentent à l'écart des rouages du système politique, ou parce qu'ils manquent d'information sur le sujet (tableau 42, deux premières catégories). La première explication, le sentiment d'être à l'écart, comprend des réponses comme celles-ci :

- les jeunes ne croient pas que le gouvernement les représente ou se soucie de leurs idées, de leurs besoins et de leurs problèmes;
- la différence d'âge éloigne les jeunes du processus politique et des politiciens;
- les partis ne font pas d'efforts pour les rejoindre, ou ne sont pas à leur écoute;
- les jeunes sentent que la politique ne les touche pas, peut-être parce qu'ils n'assument pas encore les responsabilités qui sont au cœur des enjeux politiques;
- personne n'écoute les jeunes, ils n'ont pas voix au chapitre.

Les sentiments d'éloignement face à la politique sont évoqués par plus d'un tiers de l'ensemble des répondants, mais le pourcentage est encore plus élevé chez les jeunes. Le sentiment général est que les jeunes ne sont pas bien représentés par le système politique et que, par ailleurs, ils ne sont pas assez informés sur les candidats, les partis et les enjeux. Ils manquent aussi de connaissances sur la façon dont les activités politiques peuvent influencer leur vie. Il est possible que les jeunes trouvent la politique trop difficile et compliquée, et en éprouvent un sentiment d'intimidation qui conduit à l'indifférence.

Les explications de l'abstention chez les jeunes comportaient souvent des raisons classées dans la catégorie « Désengagement ». La plus grande partie de ces répondants décrivent simplement les jeunes comme désintéressés ou apathiques face au vote. Certains répondants attribuent cependant aux jeunes une attitude plus volontairement et activement négative face à la politique ou aux élections. En effet, certains des répondants estiment que les jeunes sont moins enclins à voter parce qu'ils sont cyniques ou désenchantés de la politique, dégoûtés « des fausses promesses, de la malhonnêteté, de l'hypocrisie, de la corruption et du négativisme » qui caractériseraient la vie politique, et réfractaires à participer à un exercice « inutile ». Pour certains répondants, les jeunes manquent de confiance envers les candidats, les partis ou le gouvernement, ou n'aiment simplement pas ce qui se fait (ou ne se fait pas) en politique. Un nombre plus faible de répondants portent un jugement négatif sur les jeunes, les qualifiant d'« irresponsables, immatures, paresseux, rebelles ou sans vision ».

Tableau 43 « Selon vous, que devrait-on faire pour intéresser davantage les jeunes à la politique? » (Question ouverte; réponses multiples)

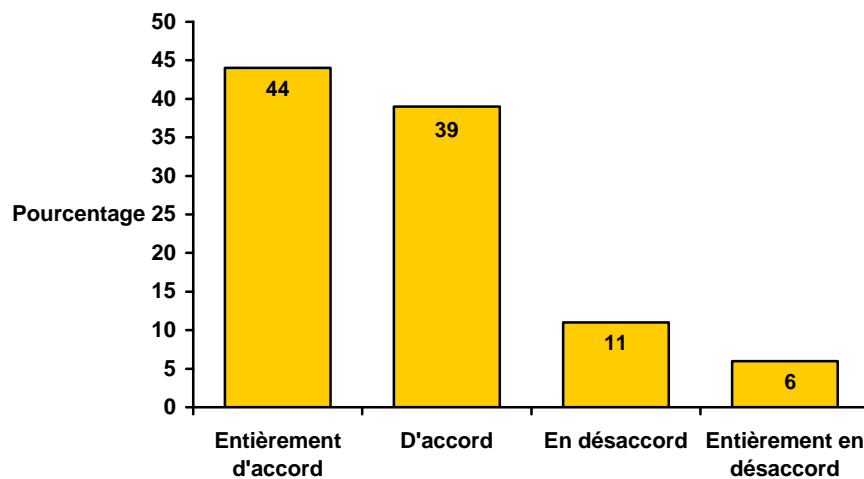
	Moins de 25 ans	25 ans et plus
Meilleure éducation, information		
Davantage de sensibilisation dans les écoles	23,0	23,7
Davantage de dialogue/de contact direct/d'éducation (général)	9,0	12,7
Plus d'accent sur la pertinence au niveau individuel, avantages, emplois	8,0	10,0
Plus de publicité, de présence médiatique	7,7	4,1
Plus d'éducation à la maison	0,0	2,3
	47,7	52,8
Changements au système politique; implication		
Plus d'enjeux pertinents pour les jeunes	26,7	14,7
Recrutement, implication des jeunes	7,3	10,5
Candidats, politiciens, chefs plus jeunes	4,7	7,0
Meilleurs politiciens, chefs, partis	2,3	4,3
Réforme électorale; réforme démocratique	1,7	2,3
	42,7	38,8
Changements de conduite politique		
Un gouvernement qui a de meilleurs rapports avec les jeunes, qui les comprend	10,6	14,1
Plus d'honnêteté, de responsabilité, d'obligation de rendre des comptes	6,1	10,9
Rendre la politique moins compliquée, plus intéressante, plaisante	7,6	4,7
	24,3	29,7
Autre	1,8	1,8
Rien, ne sait pas	3,2	3,0
N =	332	1 184

Après la question sur les raisons de la faible participation des jeunes, nous avons demandé : « Selon vous, que devrait-on faire pour intéresser davantage les jeunes à la politique? » Les réponses sont indiquées au tableau 43. La majorité des répondants ont mentionné « une meilleure éducation ou information » comme solution potentielle, réponse qui découle logiquement du diagnostic de « manque d'éducation » noté auparavant. Toutefois, les réponses dans cette catégorie étaient assez diversifiées, traitant de la nécessité de promouvoir l'éducation non seulement dans les écoles, mais aussi à la maison (un répondant a même mentionné le lieu de travail) et dans les médias. Certains ont fait remarquer que les programmes d'information ou d'éducation devaient refléter les intérêts et les situations personnelles des jeunes afin de les intéresser davantage.

La notion de pertinence pour les jeunes apparaît aussi dans la catégorie suivante de réponses, portant sur les changements à apporter au système politique pour encourager l'implication des jeunes. Nous constatons dans le tableau 43 qu'un nombre substantiel de tous les répondants ont l'impression que les personnes qui déterminent l'ordre du jour du monde politique devraient tenir compte davantage des enjeux touchant les jeunes. Ces enjeux pourraient concerner l'emploi, l'éducation et l'avenir des jeunes. Selon un certain nombre de répondants, des mesures favorisant le recrutement ou l'implication des jeunes seraient rentables. On affirme également que la présence de chefs, de politiciens et de candidats plus jeunes inciterait les jeunes électeurs à s'intéresser davantage à la politique. Certaines personnes ont aussi parlé de réforme électorale, mais ce point n'est pas fortement ressorti dans les réponses.

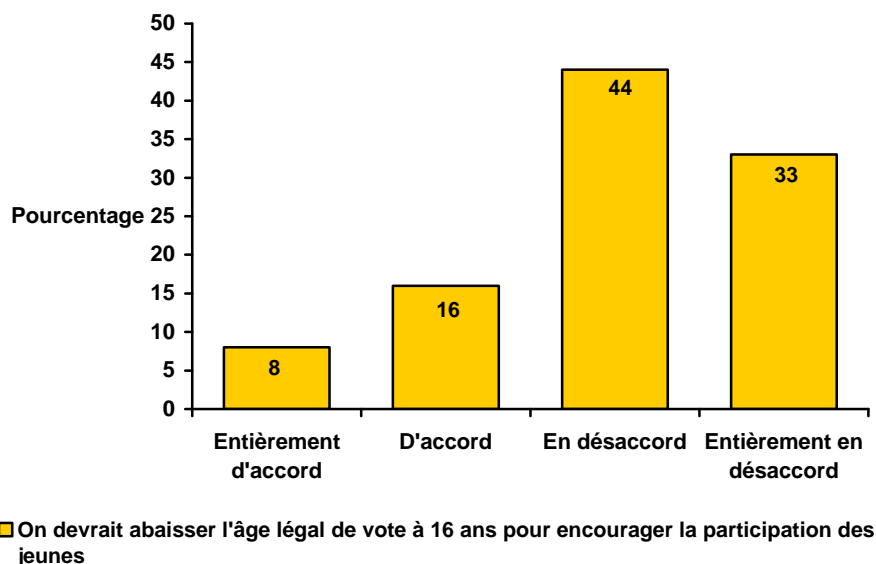
Enfin, le thème de la pertinence pour les jeunes arrive aussi au premier rang dans la troisième catégorie du tableau 43, celle des changements dans les actions ou la conduite des politiciens. Selon certains des répondants, les jeunes pourraient s'intéresser davantage à la politique si le gouvernement essayait de les rejoindre et les comprendre, afin qu'ils aient voix au chapitre dans les affaires publiques. Les autres répondants dans cette catégorie parlaient davantage de la nécessité de changements dans des domaines comme l'honnêteté, la responsabilité et l'obligation de rendre des comptes chez les politiciens.

Tableau 44 « Les écoles devraient en faire davantage pour éduquer les enfants en matière d'élection et de participation politique »



■ Les écoles devraient en faire davantage pour éduquer les enfants en matière d'élection et de participation politique

Tableau 45 « On devrait abaisser l'âge légal de vote à 16 ans pour encourager la participation des jeunes »



À partir de la liste des raisons citées pour la faible participation politique et électorale des jeunes, et des solutions proposées, on peut avantageusement se concentrer sur le thème de l'éducation. Une question du sondage demandait explicitement aux répondants s'ils croyaient que « les écoles devraient en faire davantage pour éduquer les enfants en matière d'élection et de participation politique ». Le tableau 44 révèle un appui massif à cette suggestion. S'occuper davantage d'éducation politique dans les écoles, les médias et à la maison ne ferait que renforcer l'orientation actuelle du milieu de l'éducation, comme en témoignent les efforts des gouvernements provinciaux pour accroître l'éducation civique au niveau secondaire. Élections Canada investit déjà beaucoup d'efforts dans une campagne d'éducation publique, mais d'autres mesures seraient possibles.

Une autre idée a été moins bien accueillie. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que l'on « devrait abaisser l'âge légal de vote à 16 ans pour encourager la participation des jeunes », le tableau 45 indique que le quart (24 %) seulement des répondants se sont dits d'accord. Quels que soient les mérites à long terme d'une telle idée, il semble que les gens réalisent que l'octroi du droit de vote aux 16 à 18 ans abaisserait initialement le taux de participation encore davantage, et qu'il faudrait augmenter les efforts d'éducation pendant un certain temps avant que la majorité ne soit prête à en discuter.

10. Internet

La possibilité d'utiliser la technologie Internet pour faciliter le vote soulève beaucoup d'intérêt. L'accès à Internet est largement répandu; seulement le quart (26,5 %) des répondants disent ne pas avoir accès à Internet à la maison, au travail, ou aux deux endroits (33 % ont dit y avoir accès aux deux endroits). En interrogeant les gens sur leur utilisation possible d'Internet, on incluait, comme il se doit, la condition que « la technologie assure la sécurité et la confidentialité ». Cette question tombe aussi dans le domaine de l'hypothétique, et les résultats ne devraient donc pas être considérés comme totalement précis. Néanmoins, le potentiel d'Internet comme outil de vote mérite examen.

On verra plus loin dans cette section un calcul de l'effet potentiel du vote par Internet sur le taux de participation. Mais examinons d'abord les résultats obtenus en demandant aux gens s'ils seraient susceptibles d'utiliser Internet pour :

- vérifier et modifier leur information personnelle ou s'inscrire sur la liste électorale;
- voter en ligne au lieu d'aller au bureau de scrutin.

Tableau 46 Probabilité d'utiliser Internet pour s'inscrire, en fonction du vote de 2000 (en pourcentage)

		Voté en 2000?		Total
		Oui	Non	
Seriez-vous susceptible de vous servir d'Internet pour vérifier et modifier votre information personnelle ou vous inscrire sur la liste électorale?	Très susceptible	32,5	31,7	32,1
	Assez susceptible	25,7	26,2	26,0
	Peu susceptible	15,0	15,9	15,5
	Pas du tout susceptible	26,8	26,2	26,5
Total		100,0	100,0	100,0
V = 0,015 p < 0,926				

Tableau 47 Probabilité d'utiliser Internet pour voter, en fonction du vote de 2000 (en pourcentage)

		Voté en 2000?		Total
		Oui	Non	
Seriez-vous susceptible de vous servir d'Internet pour voter en ligne au lieu d'aller au bureau de vote?	Très susceptible	33,1	43,2	38,5
	Assez susceptible	14,2	17,0	15,7
	Peu susceptible	14,8	12,0	13,3
	Pas du tout susceptible	37,9	27,8	32,5
Total		100,0	100,0	100,0
V = 0,131 p < 0,000				

Comme le montrent les tableaux 46 et 47, la majorité des répondants se déclarent « très susceptibles » ou « assez susceptibles » d'utiliser Internet pour s'inscrire ou modifier leur information sur la liste électorale et pour voter. En ce qui concerne l'inscription par Internet, on constate très peu d'écart entre les votants et les non-votants de l'élection fédérale de 2000. Le vote par Internet, par contre, est plus susceptible d'intéresser les non-votants de 2000. Comme l'indique le tableau 47, 43,2 % des non-votants prétendent qu'ils seraient très susceptibles de voter en ligne, et 17 % d'autres affirment qu'ils seraient assez susceptibles de le faire. Si l'on se fie à ces réponses, l'introduction de l'inscription et du vote par Internet pourrait avoir un effet bénéfique sur la participation électorale. Bien entendu, le tout est d'évaluer la plausibilité des intentions énoncées.

Tableau 48 Probabilité d'utiliser Internet pour voter, en fonction de la fréquence du vote aux trois dernières élections fédérales (en pourcentage)

		Voté à aucune des élections	1	2	Voté aux 3 élections	Total
Seriez-vous susceptible de vous servir d'Internet pour voter en ligne au lieu d'aller au bureau de vote?	Très susceptible	41,4	57,8	36,8	28,9	36,7
	Assez susceptible	20,5	9,4	18,2	13,3	15,5
	Peu susceptible	11,3	9,4	13,0	16,2	16,6
	Pas du tout susceptible	26,9	23,3	32,0	41,6	34,1
Total		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
V = 0,133 p < 0,000						

Le tableau 48 montre la fréquence de vote de nos répondants aux trois dernières élections fédérales (même variable que dans le tableau 20). On y constate que ceux dont la fréquence de vote est la plus basse – ceux qui n'ont voté qu'à une seule ou à aucune de ces élections – seraient plus portés à voter par Internet. Même ceux qui ont voté dans deux des trois élections exprimaient davantage l'intention d'utiliser Internet que ceux qui ont voté à chaque élection. Il est probable que les Canadiens qui se font un devoir de voter à chaque élection aiment le faire en se rendant aux bureaux de vote, et seraient moins susceptibles de voter par Internet. Point intéressant à noter, les répondants qui ont voté à une des trois élections s'avèrent être ceux qui sont le plus susceptibles d'utiliser Internet pour voter. Ainsi, l'Internet pourrait devenir une façon pour les électeurs « intermittents » ou « passagers » (voir Harold D. Clarke, Jane Jenson, Lawrence LeDuc et Jon H. Pammett, *Political Choice in Canada* et *Absent Mandate*, éditions variées, pour une discussion sur les « électeurs passagers ») d'accroître leur taux de participation. On sait que ces électeurs ne sont pas des « non-votants permanents » mais qu'ils participent plutôt quand ils le peuvent, ou lorsque leur intérêt est éveillé. Le vote par Internet pourrait en amener certains à voter.

Tableau 49 Prédicteurs de l'usage d'Internet pour s'inscrire ou voter (Régression multiple) (Bêtas seulement)

Prédicteurs	Susceptible de	
	S'inscrire	Voter
Âge	-0,175*	-0,167*
Scolarité	0,146*	0,153*
Revenu	0,121*	0,121*
Sexe	0,048	-0,002
Milieu urbain ou rural	0,069*	0,089*
Né au Canada	0,017	0,016
Mobilité	0,055	0,004
Inscrit sur la liste 2000	0,032	0,008
Participation active [†]	0,047	-0,007
Participation passive [†]	0,145*	0,099*
Fréquence du vote 1993–2000	-0,019	0,129*
N =	1 294	1 299
	R ² = 0,150	R ² = 0,144
[†] = cotes de facteurs * = statistiquement significatif p < 0,01		

Le tableau 49 présente un résumé des prédicteurs de l'utilisation d'Internet dans une présentation de régression multiple utilisant seulement les coefficients Bêta, ou standardisés, pour des raisons de concision. L'écart total expliqué est modeste, environ 15 % dans les deux cas, et les variables prédictives associées à « susceptible » de se servir d'Internet pour s'inscrire ou pour voter sont très semblables. Il est évident que l'option Internet intéresse davantage les jeunes, les citoyens, les personnes plus scolarisées et celles ayant un revenu plus élevé. Il est bien connu que ces variables sont les mêmes pour l'utilisation d'Internet en général. En ce qui concerne l'inscription par Internet, le seul autre prédicteur statistiquement significatif est d'avoir fait davantage de « participation passive » dans le passé – écrire à un journal, appeler à une émission-débat ou participer à un groupe de discussion sur Internet. Pour le vote par Internet, il y a un prédicteur supplémentaire, notre variable « fréquence du vote » du tableau 48. Dans ce cas-ci, moins le répondant a voté dans le passé, plus il se dit prêt à voter par Internet. Cette constatation renforce la relation observée dans le tableau précédent, et montre que la faible fréquence de vote a un effet indépendant des autres variables. On se rend compte, ici encore, que le vote par Internet pourrait être bénéfique.

Pour explorer plus à fond le potentiel d'Internet, on a élaboré deux calculs quant à l'apport éventuel d'Internet pour réduire deux problèmes de nature personnelle ou administrative : la non-inscription sur la liste électorale et le fait d'être « occupé par le travail » le jour du scrutin. Les tableaux 46 à 49 indiquaient les réponses à la question « Si la technologie assurait la sécurité et la confidentialité, seriez-vous susceptible de vous servir d'Internet pour » a) « Vérifier et modifier votre information personnelle ou vous inscrire sur la liste électorale » et b) « Voter en ligne au lieu d'aller au bureau de vote? » Dans la mesure où le fait de ne pas être inscrit sur la liste peut constituer un obstacle au vote, l'inscription ou la modification de l'information par Internet pourrait atténuer le problème. Et dans la mesure où les gens occupés peuvent trouver difficile de se rendre au bureau de scrutin, le vote par Internet pourrait leur permettre de voter.

Inscription par Internet : Pour calculer l'incidence éventuelle de l'inscription par Internet, on a d'abord croisé, pour les non-votants, l'importance de la non-inscription par la susceptibilité d'utiliser Internet pour s'inscrire. Pour cela, on a pris ceux qui avaient déclaré que la non-inscription était « très ou assez importante » et ceux qui s'étaient dits « très ou assez susceptibles » de se servir d'Internet pour s'inscrire. Ce calcul produit 130 personnes (à partir d'un échantillon pondéré de 1 065 non-votants) ou 12,2 % des non-votants à qui cette procédure pourrait s'appliquer. Pour voir l'effet sur l'ensemble de l'électorat, il faut multiplier le groupe de non-votants par 0,39 (pourcentage des non-votants). On obtient ainsi un résultat de 4,76 %, l'augmentation potentielle du taux de participation grâce à l'inscription par Internet.

Mais il importe d'émettre deux réserves sur ce chiffre. D'abord, il semble raisonnable de croire qu'il fallait avoir un certain intérêt pour l'élection de 2000 pour se donner la peine de s'engager dans un processus d'inscription par Internet. Nous sommes donc revenus aux 130 inscrits potentiels mentionnés ci-dessus et n'avons retenu que ceux qui se disaient « très ou assez intéressés » par l'élection, enlevant ceux qui affirmaient être « peu » ou « pas du tout » intéressés. Cela donne 53 personnes, qui, multiplié par 0,39, correspond à une hausse potentielle de 1,94 % du taux de participation avec l'inscription par Internet.

Enfin, nous croyons qu'il est raisonnable de croire que seulement les personnes dotées d'un accès Internet seraient susceptibles de s'inscrire en ligne. Les données indiquent que 39 personnes du groupe ci-dessus avaient un accès Internet à la maison, au travail, ou les deux. En multipliant encore ce total par 0,39, on constate que l'augmentation du taux global de participation pouvant raisonnablement découler de l'inscription par Internet serait de 1,43 %. Ainsi, si l'on se fie aux affirmations des répondants selon lesquelles a) ne pas figurer sur la liste était un facteur important dans leur décision de ne pas voter et b) ils se seraient inscrits par Internet s'ils avaient pu; et en supposant c) qu'ils étaient intéressés par l'élection, et d) qu'ils avaient accès à Internet, on peut conclure qu'il y aurait une petite augmentation du taux global de participation (estimée à moins de 1,5 %) si l'inscription par Internet était permise.

Vote par Internet : Pour ce qui est des non-votants de 2000 qui ont dit ne pas avoir voté surtout parce qu'ils étaient « occupés par le travail » (32,9 % des non-votants, ou 12,56 % des électeurs), nous avons cherché à savoir s'ils auraient voté par Internet. En prenant ceux qui se sont dits « très ou assez susceptibles » de le faire, nous avons relevé 238 personnes, ou 21,7 % des non-votants. En calculant ce nombre comme un pourcentage de l'électorat total (21,7 X 0,39), nous obtenons un premier total de 8,46 % – la hausse potentielle du taux de participation avec le vote par Internet.

Toutefois, comme pour l'analyse précédente, quelques réserves s'imposent. Lorsqu'on trie ces 238 personnes en fonction de leur intérêt exprimé pour l'élection de 2000, on constate que seulement 84 d'entre elles étaient « très ou assez intéressées ». Si l'on refait le calcul, l'incidence du vote par Internet sur le taux total de participation tombe à 3,07 %. Enfin, ce nombre diminue encore (à 77 personnes) si l'on ne retient que les répondants ayant un accès Internet à la maison ou au travail; la hausse potentielle du taux de participation descend alors à 2,82 %. Ainsi, si l'on se fie aux affirmations des répondants selon lesquelles a) le fait d'être occupé au travail a été un facteur important dans leur décision de ne pas voter, b) ils auraient voté par Internet s'ils avaient pu, c) ils étaient intéressés par l'élection et d) ils avaient accès à Internet, on peut conclure que le

taux total de participation aurait augmenté d'un peu moins de 3 % si le vote par Internet avait été en vigueur. Ce pourcentage pourrait être quelque peu supérieur si on ajoute les répondants des autres catégories de non-votants (ceux « à l'extérieur de la ville ») non saisis par la catégorie « occupé au travail ».

11. Les facteurs personnels/administratifs

On peut maintenant revenir aux raisons personnelles ou administratives invoquées par les non-votants, telles que définies dans l'analyse factorielle du tableau 2 et observées plus en détail aux tableaux 7 à 11 : ne pas savoir où ni quand voter, ne pas figurer sur la liste électorale, être malade, à l'extérieur de la ville ou occupé par le travail.

Tableau 50 Prédicteurs de vote à la prochaine élection (Régression multiple; Non-votants de 2000 seulement)

	B non standardisé	Erreur-type	Bêta
Âge	-0,0002	0,002	-0,03
Scolarité	-0,006	0,017	-0,12*
Né au Canada	-0,140	0,103	-0,04
Urbain/rural	-0,003	0,025	-0,05
Durée de résidence	0,002	0,021	0,04
Facteurs personnels/administratifs pour l'abstention 2000 [†]	0,330	0,032	0,32*
Facteurs d'indifférence pour l'abstention 2000 [†]	-0,163	0,032	-0,16*
R ² = 0,156			
N = 923			
† = cotes de facteurs			
* = statistiquement significatif <0,01			

Le tableau 50 montre la différence entre les raisons personnelles/administratives et les raisons de désintérêt chez les non-votants. Il présente les résultats d'une analyse de régression multiple où la variable dépendante est la réponse à la question : « Quelles sont les chances que vous votiez aux prochaines élections fédérales générales? » Nous avons utilisé ici les cotes de facteurs « personnel/administratif » et « désintérêt » de l'analyse factorielle du tableau 2 comme prédicteurs indépendants des intentions de vote futures, ainsi qu'une sélection de variables démographiques. Le tableau 50 indique que les non-votants de 2000 pour qui les motifs d'abstention personnels/administratifs étaient importants sont fortement associés à l'intention de voter à l'avenir (Bêta = 0,316, p<0,000). Cependant, le fait de citer le désintérêt comme motif d'abstention en 2000 est associé au phénomène contraire : une plus faible intention de voter à l'avenir (Bêta = -0,156, p<0,000). La seule variable démographique de cette analyse qui s'avère statistiquement significative est le niveau de scolarité (Bêta = -0,12, p<0,000). L'âge, la durée de résidence dans la collectivité, être né au Canada et résider en milieu urbain ou rural ne constituent pas des prédicteurs significatifs.

Ainsi, les non-votants de 2000 qui déclarent s'être abstenus de voter à cause de « facteurs personnels/administratifs » sont en fait très différents de ceux qui ne sont pas intéressés par la politique ou les élections. Tout indique qu'ils souhaiteraient voter à l'avenir s'ils pouvaient surmonter ce qu'ils percevaient comme des obstacles au vote en 2000. Toute modification dans les procédures électorales susceptible de faciliter l'inscription ou le vote pour ce groupe pourrait bien contribuer à leur entrée dans l'électorat actif.

Tableau 51 « Est-ce que votre nom apparaissait sur la liste électorale? »

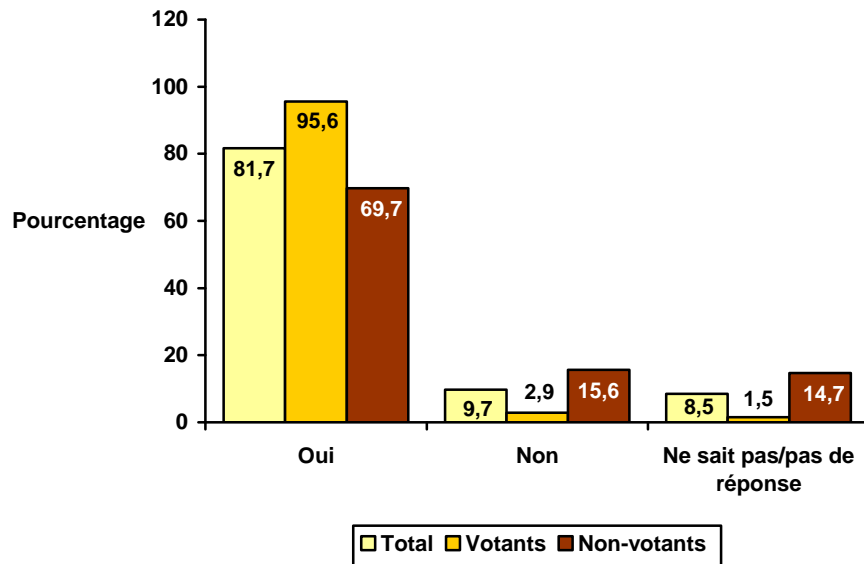


Tableau 52 « Problème pour vérifier que votre nom apparaissait sur la liste? »

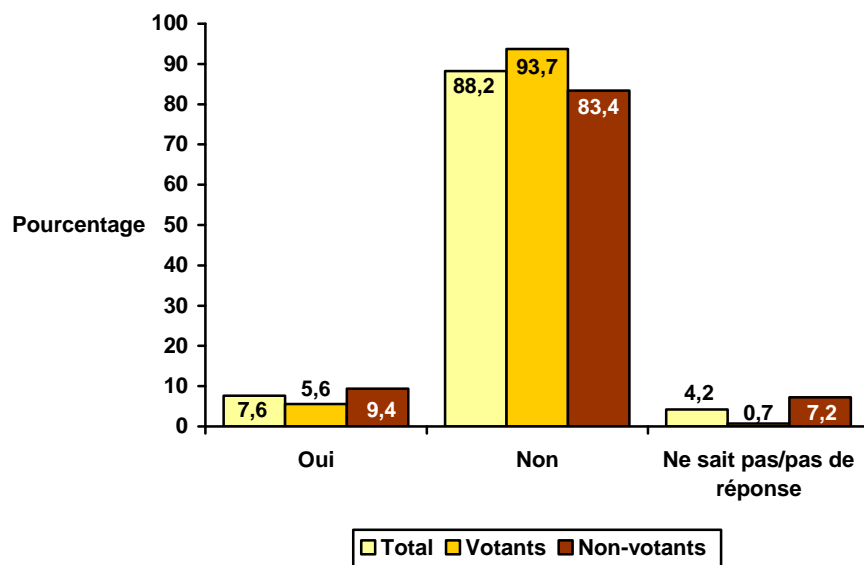
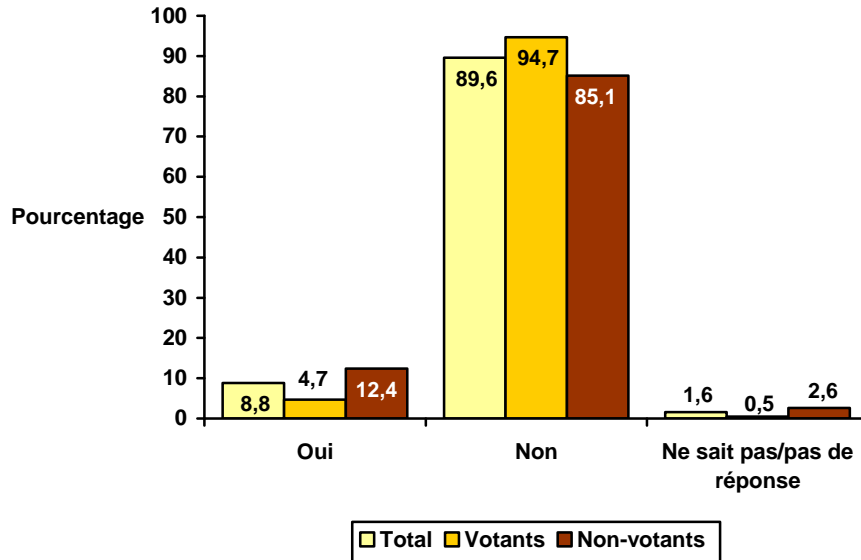


Tableau 53 « Problème pour trouver où voter? »



Le tableau 51 fournit des précisions sur la couverture de la liste électorale de l'élection fédérale de 2000. Lorsque l'on demandait directement aux répondants si leur nom apparaissait sur la liste, 81,7 % ont répondu oui, 9,7 % non et 8,5 % ne savaient pas. La division de ce tableau en votants et non-votants produit une différence considérable, qui témoigne sans doute du manque d'intérêt de certains non-votants envers le processus. On voit que parmi les non-votants de cette élection, seulement 69,7 % savaient qu'ils étaient inscrits, 15,6 % ont affirmé qu'ils ne l'étaient pas et 14,7 % ne savaient pas. Un nombre relativement faible des votants de 2000 rapportent que leur nom n'apparaissait pas sur la liste. On ne peut interpréter cette réponse avec certitude, étant donné que leur nom aurait finalement figuré sur la liste s'ils avaient voté, même s'il avait été ajouté au bureau de scrutin. On présume que les votants qui ont affirmé ne pas figurer sur la liste voulaient dire que leur nom n'apparaissait pas au départ, mais qu'ils l'ont fait ajouter à un moment donné.

Les tableaux 52 et 53 montrent les résultats obtenus lorsqu'on a demandé aux votants et aux non-votants s'ils avaient rencontré des problèmes pour s'assurer que leur nom apparaissait sur la liste électorale et pour trouver où voter. Moins de 10 % de tous les répondants ont fait état de problèmes, le pourcentage étant naturellement plus élevé chez les non-votants. Par ailleurs, 9,4 % des non-votants ont dit avoir eu un problème pour s'assurer que leur nom apparaissait sur la liste; 7,2 % ne savaient que répondre sur ce point. En outre, 12,4 % des non-votants ont indiqué avoir rencontré des problèmes pour trouver où voter, peut-être parce qu'ils n'ont pas reçu de carte d'information de l'électeur.

Nous avons demandé à ceux qui ont mentionné un des problèmes cités aux tableaux 52 et 53 d'en préciser la nature (tableau 54). Les réponses multiples étaient permises.

Tableau 54 Détails des problèmes d'inscription ou de vote

	Pourcentage de répondants*
Non inscrit; nom absent de la liste	23,2
Difficulté pour trouver où/quand voter	21,8
Problèmes avec le bureau de scrutin	7,3
À l'extérieur de la circonscription	5,9
Trop occupé	3,6
En déménagement/récemment déménagé	10,9
Manque d'intérêt, d'information (non administratif)	17,2
Problèmes politiques (non administratif)	5,5
Autres	3,6
N = 220	
* réponses multiples permises	

Le tableau 54 traite de problèmes particuliers mentionnés par un cinquième des non-votants de l'étude. Ceux qui ont rencontré des problèmes d'inscription ont dit avoir dû faire des recherches ou des démarches pour s'inscrire, ou pour rectifier l'information à leur sujet. Certains n'avaient pas reçu de carte d'information de l'électeur; d'autres ont eu du mal à savoir comment ou à quel endroit rectifier l'information. Quelques-uns se sont plaints que personne n'était venu chez eux pour les inscrire. Pour les problèmes de la deuxième catégorie, la plupart des répondants ne savaient pas où était leur bureau de scrutin. Pour certains, le bureau de scrutin posait un problème de distance ou d'accessibilité. Quelques personnes ont eu l'impression qu'on voulait se débarrasser d'elles quand on les a envoyées à un autre bureau de scrutin. Quant aux autres problèmes de nature personnelle ou administrative – être à l'extérieur de la circonscription, trop occupé, ou avoir déménagé récemment – nous les avons déjà vus dans les réponses aux questions.

Tableau 55 Vu la publicité télévisée d'Élections Canada

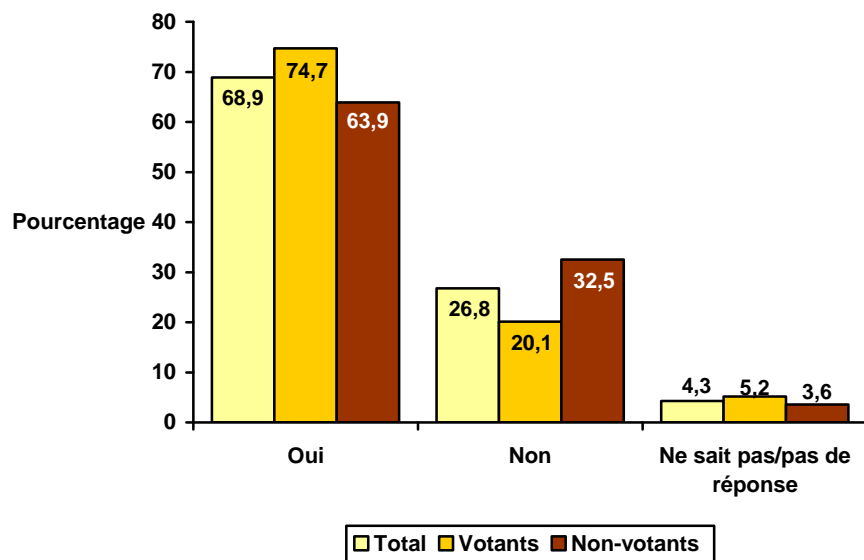
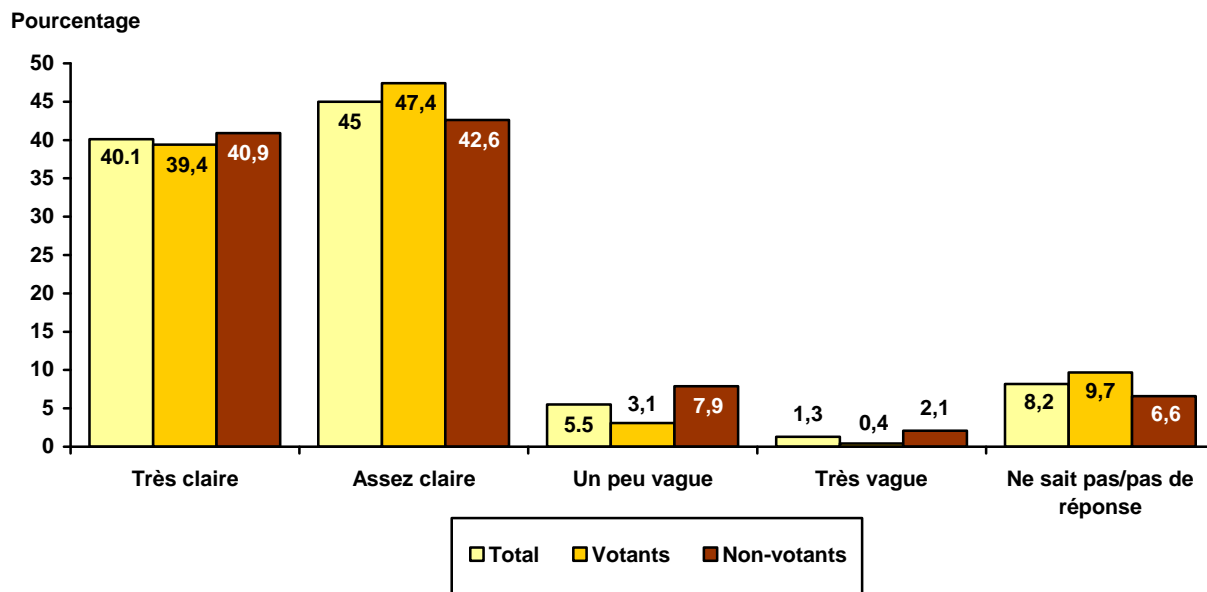


Tableau 56 Trouvé la publicité télévisée claire ou vague



Enfin, les tableaux 55 et 56 rapportent les résultats obtenus en demandant aux répondants s'ils avaient vu, lors de la campagne de 2000, la publicité télévisée d'Élections Canada sur le thème « Êtes-vous sur la liste? » Ce message informatif a suscité la controverse parce qu'on y affirmait que les personnes non inscrites ne pourraient pas voter, sans préciser que l'inscription pouvait se faire le jour de l'élection au bureau de scrutin. Certains commentateurs estimaient que cela pouvait décourager la participation.

Les résultats indiquent que la publicité télévisée semble avoir eu une visibilité et un impact importants : plus des deux tiers des répondants (68,9 %) pouvaient se rappeler l'avoir vue un an et demi après sa diffusion (tableau 55). Nous ne sommes pas au courant des indices de succès des campagnes de marketing commerciales, mais il semble probable qu'un tel niveau de rétention constitue un bon résultat. Le tableau 56 montre par ailleurs que peu de gens ont trouvé l'annonce « vague ». Environ 7 % seulement de ceux qui l'ont vue ont déclaré l'avoir trouvée vague, même « un peu ». La proportion de non-votants qui l'ont trouvée vague était de 10 %, un résultat qui n'appuie guère la thèse des critiques de la campagne.

12. Corrélats des facteurs personnels/administratifs dans la participation électorale

Un important corrélat de la participation électorale est l'âge. Nous utiliserons de nouveau la division de l'échantillon en cohortes d'âge, présentée au tableau 13 et utilisée au tableau 14. Le tableau 57 montre les motifs d'abstention des tableaux 2 à 11, rangés selon l'ordre d'importance, pour chaque cohorte d'âge⁸.

Le manque d'intérêt s'avère la principale raison d'abstention pour l'ensemble de l'échantillon, suivi de près du manque d'attrance pour tout parti ou candidat. Les deux raisons occupent un haut rang parmi tous les groupes d'âge, mais le manque d'intérêt ressort davantage chez les plus jeunes. Un autre élément lié à l'intérêt, « je ne me sentais pas concerné par les enjeux », occupe un rang élevé dans tous les groupes; 36 % des non-votants le jugent « très » ou « assez » important.

Les raisons personnelles et administratives n'occupent pas un très haut rang. Comme nous l'avons vu, le fait de ne pas savoir où ni quand voter et le fait de ne pas être inscrit ont été classés comme importants par 18,7 % et 17,3 % des non-votants. Pour la cohorte la plus jeune (nouveaux électeurs de 2000), tous les facteurs personnels/administratifs, sauf la maladie (où les plus âgés sont plus touchés), sont cotés un peu plus haut. Ainsi, pour la cohorte de nouveaux électeurs de 2000 (comme pour celle de 1997), l'élément « occupé par mon travail » occupe un rang plus élevé que la moyenne, tout comme « à l'extérieur de la ville », « ne pas savoir où ni quand voter » et ne pas être inscrit. Notons que la non-inscription est aussi importante pour la cohorte la plus âgée. Peu de membres de ce groupe ont affirmé ne pas avoir été inscrits, mais ils ont jugé ce motif extrêmement important.

⁸ Dans le tableau 16, les réponses « très important » et « assez important » sont regroupées.

Tableau 57 Importance des motifs d'abstention à l'élection de 2000, en fonction des cohortes d'âge (en pourcentage)

Importance du motif... (% très ou assez important)	(68+)	(58-67)	(48-57)	(38-47)	(30-37)	(25-29)	(21-24)	(18-20)	Total	V
Simplement non intéressé	31,4	34,0	46,4	50,6	51,8	59,3	57,0	59,1	52,9	0,11
N'aimait pas partis/candidats	41,7	40,8	56,0	50,9	46,9	43,2	50,7	45,3	47,6	0,08
Vote sans importance	30,6	37,5	47,1	37,9	41,1	36,7	34,3	30,4	37,1	0,14
Pas concerné par les enjeux	42,9	28,0	35,7	37,3	36,6	32,8	37,7	36,5	36,0	0,07
Occupé par le travail	16,7	14,3	16,5	24,8	36,9	33,9	38,6	40,9	32,2	0,15
À l'extérieur de la ville	19,4	34,7	16,7	19,3	18,3	21,5	25,1	24,8	21,8	0,09
Ne savait pas où ni quand	28,6	12,2	12,9	9,4	19,2	24,4	28,5	28,4	21,1	0,15
Pas sur la liste	25,7	16,3	15,5	16,8	16,0	20,3	18,4	24,2	18,7	0,08
Trop d'élections	26,2	24,5	20,0	18,5	21,4	16,5	13,0	9,5	17,3	0,10
Malade	41,7	20,4	11,9	11,8	8,5	10,7	9,2	10,8	11,7	0,16
N =	35	49	85	161	224	177	207	148	1 086	

Comme nous l'avons vu, relativement peu de répondants (7,5 % au total) ont indiqué qu'ils avaient eu un problème avec la liste électorale, ou (9,5 %) que leur nom n'était *pas* sur la liste. Comme on pouvait s'y attendre, ce type de problème était plus fréquent chez les non-votants, ce qui permet de croire que l'inscription peut avoir eu un léger effet sur la décision de voter de certains répondants. Le tableau 58 indique que les problèmes sont plus évidents dans la cohorte des plus jeunes, les nouveaux électeurs de 2000. Près du tiers (31,1 %) des non-votants de ce groupe ont affirmé que leur nom n'apparaissait pas sur la liste. Le nombre est aussi beaucoup plus élevé chez les votants de ce groupe d'âge (14,3 %) que dans toute autre catégorie d'âge. Il est certain qu'il y aura toujours des problèmes associés à l'inscription des nouveaux électeurs, mais les données indiquent clairement qu'il serait possible d'apporter des améliorations dans ce domaine.

Le taux de pénétration des annonces télévisées préélectorales se révèle très élevé parmi tous les groupes d'âge. La couverture est aussi élevée chez les plus jeunes que les plus âgés, ce qui porte à croire que la campagne de relations publiques a atteint ses objectifs.

Quant à la question de savoir où voter, le facteur âge n'est pas aussi clair, quoique les cas de difficulté soient légèrement plus nombreux dans les quatre cohortes les plus jeunes que dans les groupes plus âgés. L'incidence est plus élevée chez les non-votants, ce qui indique que la décision de voter ou pas peut avoir été légèrement influencée par la facilité d'accès de ces renseignements.

Dans une section du sondage, les répondants (votants et non-votants) étaient invités à se prononcer sur l'effet possible d'Internet sur leur comportement futur. Nous leur demandions s'ils se seraient servis d'Internet pour vérifier leur information personnelle ou pour voter, s'ils en avaient eu la possibilité⁹. Les répondants plus jeunes étaient naturellement plus susceptibles de répondre par l'affirmative. Il est encourageant de constater que les pourcentages de réponses affirmatives étaient aussi élevés chez les votants que les non-votants, ce qui incite à croire que la création de nouvelles options de vote pourrait potentiellement accroître la participation. Mais ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Il est facile pour les répondants de donner des réponses positives à ce type de questions, surtout s'ils sont très familiers avec Internet. Nous ne pouvons pas être certains que le comportement réel des gens dans une élection refléterait ces réponses, car l'introduction d'options Internet n'améliorerait pas certains facteurs attitudeux liés à l'abstention.

⁹ Dans cette analyse, les catégories de réponses « très susceptible » et « assez susceptible » ont été regroupées dans une seule catégorie pour indiquer une réponse globalement positive.

Tableau 58 Réponses aux questions sur des problèmes administratifs, en fonction des cohortes d'âge (en pourcentage)

		(68+)	(58-67)	(48-57)	(38-47)	(30-37)	(25-29)	(21-24)	(18-20)	Total	V
Rencontré un problème avec la liste	V	4,8	4,4	3,0	4,8	7,9	7,6	10,2	9,1	5,6	
	NV	11,4	4,0	8,2	5,6	8,9	8,5	10,6	14,8	9,3	
	Tous	5,8	4,3	4,8	5,2	8,5	8,2	10,2	14,0	7,5	0,11
Rencontré un problème pour trouver où voter	V	2,9	3,7	5,4	4,3	6,8	4,4	4,1	4,5	4,8	
	NV	4,8	6,1	8,2	8,0	10,7	15,8	17,4	15,4	12,5	
	Tous	3,6	3,8	6,0	6,0	9,0	12,3	14,9	14,0	8,9	0,11
N'était PAS inscrit sur la liste	V	0,0	0,7	0,6	1,1	6,8	7,6	2,0	14,3	2,9	
	NV	11,4	2,0	9,5	7,5	12,5	17,5	16,4	31,1	15,1	
	Tous	2,9	1,1	3,6	4,0	10,2	13,8	13,7	29,4	9,5	0,25
Vu la publicité à la télévision	V	62,1	74,8	73,5	76,5	77,4	75,8	83,3	77,3	74,6	
	NV	47,2	59,2	69,0	68,9	69,2	62,5	59,4	63,5	64,2	
	Tous	58,7	70,7	71,6	73,0	72,8	66,8	63,7	65,3	68,9	0,12
Pourrait utiliser Internet pour vérifier inscription	V	22,3	42,5	57,2	61,5	65,7	78,0	75,5	50,0	56,6	
	NV	27,8	38,8	35,7	53,1	60,9	55,7	65,2	70,9	57,1	
	Tous	23,9	41,5	49,8	57,8	63,1	63,4	67,2	68,2	56,9	0,21
Pourrait voter par Internet	V	16,5	35,6	45,5	50,3	54,8	63,7	73,5	50,0	47,0	
	NV	31,4	44,9	41,2	55,3	65,2	59,9	65,7	70,9	59,8	
	Tous	20,3	38,0	44,2	52,6	60,6	61,2	67,5	68,2	53,9	0,22

Il existe d'autres corrélats socio-démographiques pour les divers éléments mesurant des problèmes administratifs liés au vote. Nous en présentons un résumé ci-dessous, en indiquant seulement les corrélations ayant une signification statistique de $p < 0,05$. La plupart des corrélations signalées ici sont plutôt faibles (inférieures à 0,2 et même à 0,1), mais valent la peine d'être examinées en raison des tendances qu'elles révèlent. Dans les résumés ci-dessous, les statistiques se rapportent au niveau de mesure des variables concernées. En général, le V de Cramer est utilisé lorsqu'une des variables est de nature nominale, et le Tau lorsqu'elles sont ordinales.

Niveau de scolarité : La corrélation est de $V = 0,12$ ($p < 0,001$); les répondants moins scolarisés se disaient plus souvent non inscrits. Il y a ensuite une corrélation de $V = 0,08$ ($p < 0,01$) pour l'élément « rencontré un problème pour s'assurer que leur nom apparaissait sur la liste ». Il n'y a pas de corrélation significative avec le fait d'avoir vu la publicité à la télévision, mais il y en a une de $V = 0,10$ ($p < 0,01$) avec le fait de l'avoir trouvée vague. Il y a une corrélation importante de $\text{TauC} = 0,245$ ($p < 0,000$) avec la probabilité d'utiliser Internet pour un ajout ou une modification à la liste, et de $\text{TauC} = 0,19$ ($p < 0,000$) avec la probabilité de voter par Internet.

Revenu : Les corrélations de revenu sont semblables à celles de scolarité ci-dessus. Les gens à plus faible revenu étaient plus susceptibles de parler de non-inscription ($V = 0,1$, $p < 0,01$) et de problèmes pour s'assurer que leur nom apparaissait sur la liste ($V = 0,08$, $p < 0,01$) et pour trouver où voter ($V = 0,09$, $p < 0,01$). Ils étaient plus susceptibles d'avoir trouvé la publicité télévisée vague ($V = 0,10$, $p < 0,01$). Ils seraient moins portés à utiliser Internet pour modifier leur information ($\text{TauC} = 0,16$, $p < 0,001$) ou voter ($\text{TauC} = 0,15$, $p < 0,001$).

Langue maternelle : Les répondants de langue maternelle autre que française ou anglaise se disaient plus souvent non-inscrits ($V = 0,10$, $p < 0,001$). Au tableau 9, environ 10 % de tous les répondants disaient que leur nom n'apparaissait pas sur la liste, et 8,5 % ne savaient pas; parmi les répondants de langue « autre », le chiffre était de 14 % dans les deux cas. Ces derniers ont aussi déclaré plus de problèmes pour s'assurer que leur nom apparaissait sur la liste ($V = 0,10$, $p < 0,001$) et un peu plus de problèmes pour trouver où voter. Ils ont aussi moins vu la publicité télévisée ($V = 0,11$, $p < 0,001$) : 62 % l'ont vu, contre 71 % des anglophones et 79 % des francophones. Ils étaient aussi plus susceptibles de la trouver vague ($V = 0,08$, $p < 0,01$). La seule différence statistiquement significative entre francophones et anglophones est que les francophones affirment légèrement moins fréquemment qu'ils utiliseraient Internet pour modifier leur information ($V = 0,08$, $p < 0,01$) ou pour voter ($V = 0,08$, $p < 0,01$).

Né au Canada : Les répondants nés à l'étranger disent plus souvent ne pas avoir su où et quand voter ($V = 0,15$, $p < 0,000$). Chez les non-votants de ce groupe, ce facteur était « très important » pour 18 %, et « assez important » pour 19 %, par rapport à 8 % et 12 % pour ceux nés au Canada. En outre, les non-votants nés à l'étranger considéraient davantage leur non-inscription ($V = 0,08$, $p < 0,01$) comme un facteur important : 18 % jugeaient ce facteur « très important » et 4 % « assez important », comparativement à 12 % et de 8 % pour les non-votants nés au Canada. Par ailleurs, ceux qui sont nés à l'étranger avaient plus souvent eu un problème pour trouver où voter ($V = 0,06$, $p < 0,05$) et étaient moins susceptibles d'avoir vu l'annonce télévisée ($V = 0,06$, $p < 0,05$).

Taille de la collectivité : Les électeurs des grandes villes se disaient plus souvent non-inscrits ($V = 0,08$, $p < 0,001$) : 9,7 % de tous les répondants se disaient non-inscrits (tableau 9), contre 13,8 % des résidents d'une « grande ville ». Le seul autre corrélat avec la taille de la collectivité est l'Internet. Les résidents des grandes villes seraient davantage portés à utiliser Internet pour modifier leur information ou s'inscrire ($TauC = 0,14$, $p < 0,000$) et pour voter ($TauC = 0,13$, $p < 0,000$).

Durée de résidence : Il y a un certain nombre de corrélations entre la mobilité, mesurée par la durée de résidence dans la collectivité actuelle, et les variables administratives. Les non-votants établis depuis peu dans leur collectivité jugent plus souvent comme important le fait de ne pas savoir où ni quand voter en 2000 ($TauC = 0,09$, $p < 0,001$). Ils sont aussi plus susceptibles d'affirmer que leur nom n'apparaissait pas sur la liste ($V = 0,19$, $p < 0,000$), et qu'ils ont eu des problèmes pour s'assurer que leur nom apparaissait sur la liste ($V = 0,13$, $p < 0,000$) et pour trouver où voter ($V = 0,13$, $p < 0,000$). Les plus mobiles seraient plus portés à utiliser Internet pour s'inscrire ou pour modifier la liste ($TauC = 0,09$, $p < 0,001$) et pour voter ($TauC = 0,10$, $p < 0,001$).

Sexe : On constate peu de corrélations liées au sexe. Les femmes déclarent davantage ne pas avoir voté parce qu'elles étaient malades ($V = 0,14$, $p < 0,001$), un fait qui s'explique peut-être par l'âge. Elles ont un peu moins vu la publicité télévisée ($V = 0,05$, $p < 0,05$), mais sont moins susceptibles de l'avoir trouvée vague ($V = 0,11$, $p < 0,001$).

13. Analyse plus détaillée des cohortes d'âge

Nous avons examiné plus haut (tableaux 29 et 30) le « sens du devoir civique » chez les Canadiens, car ce type de sentiment motive beaucoup les électeurs qui votent régulièrement. Les réponses à cet élément sont analysées plus en détail au tableau 59, qui répartit les réponses par cohorte d'âge. Ce sentiment ressortait de façon beaucoup plus évidente parmi les répondants plus âgés. On observe une baisse sensible dans l'attachement au « devoir civique » en matière de vote dans les cohortes de répondants devenus électeurs à partir de 1993. Un nombre à peu près égal de répondants (37,4 % de l'ensemble) croient que voter est un geste, sinon « essentiel », du moins « très important ». Bien que ces deux catégories réunies comptent pour près des trois quarts des réponses à cet élément, il est évident que les plus jeunes ne sont pas aussi nombreux à partager ce point de vue. Les répondants pour qui le vote n'est que « peu important » ou « pas du tout important » ont tendance à être concentrés dans les groupes d'âge plus jeunes. Cela indique que la croyance selon laquelle le vote constitue un « devoir civique » décline peut-être d'une génération à l'autre.

Tableau 59 Importance perçue de l'acte de voter, en fonction des cohortes d'âge (en pourcentage)

	(68+)	(58-67)	(48-57)	(38-47)	(30-37)	(25-29)	(21-24)	(18-20)	Total
Essentiel	40,6	42,9	48,8	37,6	36,2	28,8	22,0	27,6	35,4
Très important	49,3	40,8	34,4	36,5	32,2	37,1	38,4	42,4	37,4
Peu important	6,5	7,6	12,0	20,1	26,4	26,2	31,0	21,8	20,6
Pas du tout important	2,9	5,4	4,0	5,2	4,7	7,5	7,1	8,2	5,7
Ne sait pas/pas de réponse	0,0	3,3	0,8	0,6	0,5	0,4	1,6	0,0	0,9
	N = 89	184	250	348	401	267	255	170	2 014
	V = 0,25								

Enfin, nous avons demandé aux répondants s'ils étaient susceptibles de voter à la prochaine élection fédérale. C'est une question à laquelle il est facile de donner une réponse positive, car elle n'entraîne guère d'engagement. On pourrait croire que seuls les non-votants déterminés répondraient par la négative¹⁰. Dans cette optique, les résultats ne sont pas encourageants. Un peu moins de 20 % de tous les répondants indiquent qu'ils ne seraient pas susceptibles de voter.

¹⁰ Les réponses « peu susceptible » et « pas du tout susceptible » sont regroupées aux fins de l'analyse de cet élément.

Tableau 60 Attitudes à l'égard du vote et des élections, en fonction des cohortes d'âge (en pourcentage)

		(68+)	(58-67)	(48-57)	(38-47)	(30-37)	(25-29)	(21-24)	(18-20)	Total	V
Non susceptible de voter à la prochaine	V	1,0	3,7	1,2	2,7	1,7	1,1	4,1	0,0	2,0	
élection fédérale	NV	42,9	30,6	38,8	43,1	32,4	39,5	35,1	20,3	34,8	
	Tous	11,5	10,9	14,0	21,3	18,9	26,5	29,0	17,6	19,7	0,11

Le pourcentage augmente à plus du tiers chez les non-votants de 2000. De plus, il tend à être le plus élevé parmi les groupes du jeune âge mûr, ce qui permet de supposer que les comportements abstentionnistes qui ont caractérisé les élections des années récentes pourraient se poursuivre encore longtemps. Bien qu'il y ait naturellement beaucoup de fluctuation dans l'abstention au niveau individuel d'une élection à l'autre, on peut voir dans ces résultats l'indication que pour un nombre considérable de répondants, l'abstention est un acte délibéré et non simplement la conséquence d'un horaire de travail chargé ou de pressions à court terme.

Conclusion

Une grande partie du contexte exploré dans le présent rapport mène à la conclusion que les **taux de participation continueront vraisemblablement de diminuer au Canada**. Les taux de participation des générations d'électeurs qui ont acquis le droit de vote au cours des deux dernières décennies, en particulier depuis 1993, sont considérablement plus faibles que ceux des générations précédentes. Bien que les effets du « cycle de vie » contribuent à augmenter le faible taux de participation initiale de toutes les générations, ils n'ont pas amené les nouveaux électeurs des années Mulroney ou Chrétien aux niveaux de ceux de l'ère Trudeau. Même ces derniers, maintenant dans la quarantaine ou la cinquantaine, votent à des niveaux moindres que leurs aînés. Le déclin de la participation électorale au Canada constitue une tendance profonde depuis des générations, et il faudra plus que des mesures à court terme et à petite échelle pour la renverser.

À ce problème s'ajoute l'effet de la baisse de compétition entre les partis, du moins selon la perception du public. Une partie de la réponse au problème grandissant de l'abstention est le sentiment de plus en plus répandu de l'inutilité de la participation électorale. Cette inutilité comprend deux aspects. Le premier est l'absence d'une opposition solide qui mettrait en doute l'issue générale d'une élection fédérale et susciterait de l'intérêt pour la campagne. Le deuxième est l'absence de compétition locale entre les partis dans bon nombre de circonscriptions. Bien qu'on ne puisse jamais être certain qu'une telle situation durera, on ne voit guère de signes d'un regain prochain de compétitivité parmi les partis politiques canadiens. À moins d'un revirement imprévu, il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que le taux de participation électorale se mette à augmenter de façon importante. Les changements de leadership en cours dans plusieurs des grands partis pourraient raviver l'intérêt des citoyens lors de la prochaine élection, mais l'effet risque d'être de courte durée à moins que le contexte fondamental de concurrence ne change.

Cette conclusion plutôt pessimiste n'exclut aucunement des mesures à court ou à long terme pour favoriser la participation ou pour rendre le processus de vote plus accessible. Nous croyons en effet, d'après les données recueillies dans ce rapport, que des efforts supplémentaires sur le plan de l'éducation et de l'administration pourraient porter fruit.

D'abord, en ce qui concerne l'**éducation**, on se souviendra qu'une majorité des sondés croient que des améliorations à l'éducation et à l'information des électeurs constituent la meilleure façon d'intéresser les jeunes à la politique et aux élections (tableau 43). En mettant davantage l'accent sur « l'éducation civique » dans les écoles, en particulier dans l'optique de la participation sociale et politique, on véhiculera un message positif sur les avantages de l'action collective dans l'accomplissement des devoirs civiques. Élections Canada appuie cette démarche en fournissant de la documentation et du matériel éducatifs aux écoles et aux groupes qui en font la demande.

En ce qui concerne la **réforme électorale**, nous ne constatons pas de mouvement généralisé en faveur du remplacement en bloc du système électoral actuel, ou d'autres réformes majeures. Nous avons toutefois été impressionnés par l'ouverture au changement manifestée par de nombreux répondants, notamment en ce qui concerne l'introduction de la représentation proportionnelle. Au Canada, ces questions font actuellement l'objet d'un débat animé, qui est appelé à se poursuivre et à s'intensifier. Dans la mesure où ce débat soulève des questions sur les exigences de la citoyenneté démocratique et les structures institutionnelles les plus aptes à permettre son exercice, il est possible qu'on assiste à un regain d'intérêt pour la participation électorale.

Quant à l'**administration électorale**, la présente étude démontre amplement que des efforts supplémentaires s'imposent pour assurer l'inscription, dans le Registre national des électeurs, du nombre maximal de citoyens, notamment des jeunes atteignant l'âge de voter. En outre, la prédominance dans cette étude des motifs d'abstention liés au manque de temps ou à l'absence de la circonscription amène à penser que les nouvelles technologies pourraient fournir des solutions à ces problèmes. En particulier, le public semble appuyer l'introduction d'un système d'inscription, de modification de données et de vote par Internet. Cet appui est particulièrement manifeste chez les jeunes qui n'ont pas participé aux élections des années récentes, mais qui ont exprimé le désir de voter par ordinateur. Bien qu'il soit impossible d'évaluer avec une parfaite précision le nombre de personnes qui pourraient tirer profit des procédés Internet, surtout parmi ceux qui n'exercent pas actuellement leur droit de vote, rien ne permet d'exclure que ce changement administratif aurait un effet bénéfique sur le taux de participation.